

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Jeudi 4 janvier 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°287 ■

LE GROUPE GETEX VA S'IMPLANTER AU SUD DU PAYS

## Le textile algérien à la conquête de l'Afrique

*Le Groupe Textiles et Cuirs (GEXTEX) se prépare à se placer sur le marché africain. De nouvelles usines seront réalisées dans les wilayas du Sud du pays. L'annonce a été faite, hier à Alger, par le Président-Directeur général (P-dg), Taoufik Berkani.* P 3



Chronique Eco

### Les combattants Gazaouis ont mis l'économie d'Israël à genou

P 16

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

### Plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'avant-projets de loi et la présentation d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

P 2

SELON LE PRÉSIDENT DE LA COSOB

### La Bourse d'Alger connaîtra en 2024 une nouvelle dynamique



La Bourse d'Alger, qui s'apprête à enregistrer de nouvelles introductions dès janvier, a relevé une hausse de 40% en termes de capitalisation boursière au premier semestre, confirmant les indicateurs positifs de 2022, a indiqué le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada.

P 5

PÉTROLE

### Le Brent à 75,65 dollars à Londres



Les prix du pétrole reculaient mercredi, malgré les inquiétudes autour des tensions en mer Rouge qui pourraient avoir des conséquences sur le transport d'or noir. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perdait 0,32%, à 75,65 dollars.

P 5

FOIRES ET EXPOSITIONS EN ALGÉRIE

### Le programme de 2024 dévoilé

P 4

ALGÉRIE- SIERRA LEONE

### Création d'un Conseil d'affaires

P 3

BORDJ BOU ARRERIDJ

### Création prochaine d'une mini-zone industrielle à Ras El Oued

P 6

AGRICULTURE

394 exploitations raccordées au réseau électrique à Médéa

Au total, 394 exploitations agricoles situées dans la wilaya de Médéa, ont été raccordées au réseau électrique dans le cadre du dispositif d'accompagnement mis en œuvre par les pouvoirs publics au profit du secteur agricole, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Lancée en 2021, l'opération de raccordement a touché, à ce jour, 68% des exploitations agricoles concernées par ce programme et dont le nombre est estimé à 572 exploitations, a indiqué le directeur de la distribution de l'électricité et du gaz, Boubagra Belahouel. Il a souligné par ailleurs, que 54 autres exploitations agricoles sont « en phase » de raccordement à la faveur du même programme, alors que les procédures de lancement des travaux de raccordement de 94 exploitations supplémentaires sont en voie de finalisation. Les 30 exploitations restantes sont à l'étude, d'après le responsable qui a précisé que la consistance du réseau de distribution électrique devant alimenter la totalité des 572 exploitations programmées devrait atteindre 201 km une fois l'opération achevée. Ce dispositif d'accompagnement est appelé stimuler l'activité agricole dans la wilaya et encourager l'investissement dans des segments à forte valeur ajoutée et générateurs d'emploi, a-t-il conclu.

R E.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'avant-projets de loi et la présentation d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

Par S R.

En effet, cette réunion a été consacrée à l'examen de l'avant-projet de loi relatif à la commune en application des directives du président de la République visant à mettre en œuvre les principes constitutionnels en matière de décentralisation, de démocratie participative et de bonne gouvernance au niveau local, indique la même source. Le Gouvernement a examiné, en outre, l'avant-projet de loi relative au partenariat public privé visant à mettre en œuvre une

approche renouvelée de relation contractuelle entre les deux secteurs en vue d'assurer l'amélioration et le renforcement des services publics. Aussi, et en application des directives du chef de l'Etat relatives au renforcement des échanges commerciaux avec les pays voisins du Sud et à la promotion des exportations hors hydrocarbures, le Gouvernement a examiné le cadre réglementaire relatif à la création et au fonctionnement des zones franches. Le Gouvernement a également examiné les moyens les plus efficaces pour assurer

l'approvisionnement en produits de base de large consommation, notamment dans les régions du sud, à travers le développement d'un système de compensation des frais de transport vers ces régions. Enfin, le Gouvernement a passé en revue les mesures préventives prises en matière de protection des personnes et des biens contre les risques de feux de forêts ainsi que la préservation et la sauvegarde du patrimoine forestier et ce, en application des directives de Monsieur le Président de la République en la matière.

FILIÈRE POMME DE TERRE, CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES 2023-2024

Le ministre Chorfa à l'écoute des Agriculteurs

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a présidé une réunion de travail avec les membres du Conseil interprofessionnel de la filière de la pomme de terre, consacrée à l'examen des perspectives de développement de cette filière stratégique, notamment en termes de production et de régulation, a indiqué mercredi un communiqué du ministère. Cette réunion, tenue mardi en présence de cadres du ministère, s'inscrit dans le cadre des « efforts menés avec l'ensemble des acteurs en vue de préserver les acquis réalisés par cette filière et d'augmenter le niveau de production afin de répondre

à la demande croissante sur ce produit de base, que ce soit en termes de consommation ou de transformation et d'exportation », a précisé la même source. A cette occasion, M. Cherfa a mis l'accent sur « l'importance de la synergie et du dialogue avec l'ensemble des acteurs pour renforcer les capacités de production et atteindre les objectifs tracés en la matière », a conclu le communiqué. Par ailleurs, le ministre avait également présidé une réunion de travail sur les mesures prises en vue de faire réussir la campagne labours-semailles 2023-2024. Tenue en présence de cadres du ministère et du directeur de l'OIC, la réunion s'inscrit dans le

cadre de « la mise en œuvre des mesures lancées par le Président de la République, en faveur des producteurs de céréales notamment ceux touchés par la sécheresse lors de la saison 2022-2023 », a précisé le ministère dans un communiqué. Le ministère a rappelé dans son communiqué les décisions les plus importantes prises dans ce sens, à savoir le report du paiement de la taxe sur les terrains octroyés au titre d'une concession, la suspension du remboursement des crédits agricoles +Rfig+ pour une durée de trois ans, le paiement du taux d'intérêt sera à la charge de l'Etat outre l'indemnisation des producteurs de cé-

réales et leur dotation en semences et engrais à titre gracieux. Dans ce sillage, M. Cherfa a mis en avant la décision « historique » portant augmentation des prix d'achat des céréales auprès des agriculteurs, en sus de l'augmentation du taux de subvention des engrais et bien d'autres avantages visant à booster la production nationale. Le ministre a écouté, à cette occasion, les préoccupations des représentants de cette filière, soulignant « la nécessité de conjuguer les efforts de tous, l'objectif étant de relever le défi de la sécurité alimentaire », liton dans le communiqué.

R E.

SALON «SOUKNATEC EXPO» DU 10 AU 13 JANVIER À ALGER

Plus de 20 000 visiteurs attendus à cette 3<sup>e</sup> édition

La 3ème édition du Salon de la promotion immobilière, de la construction moderne et du décor « Souknatec Expo » se tiendra du 10 au 13 janvier, à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), a indiqué mercredi un communiqué des organisateurs. Cet événement, qui verra la participation d'une soixantaine d'opérateurs algériens et étrangers, les plus en vue dans les créneaux d'activité concernés, représente une « opportunité pour l'échange entre les professionnels (B To B) et aussi envers les clients directs (B To C) », ont-ils précisé. Il sera question aussi d'échange d'expé-

rience et une valorisation certaine des innovations techniques et technologiques des produits et services algériens, dont « la qualité ne cesse d'enregistrer une amélioration sans cesse croissante », souligne-t-on. Producteurs de matériaux de construction, de matériel électrique, d'objets de décoration, des bureaux d'architecture, des promoteurs immobiliers et autres spécialités y afférentes font partie de cet événement international, ajoute la même source. Le salon « Souknatec Expo » est aussi une occasion pour « réaffirmer le saut qualitatif enregistré dans les matériaux de construction, dont l'Algérie est passée du statut d'importateur à celui d'exportateur en l'espace de

quelques années. Et au vu de la cadence actuelle de croissance, ce créneau promet encore d'être plus porteur pour l'économie algérienne », souligne la même source. Des entreprises étrangères, essentiellement de Chine et de Turquie, seront aussi présentes au Salon, avec leurs filiales en activité en Algérie depuis quelques années. Des banques assurant des crédits à l'acquisition de biens immobilières à travers la finance classique et la finance islamique présenteront aussi au salon leurs produits aux visiteurs. D'autre part, un cycle de conférences-débat autour de différentes thématiques est programmé en marge du

salon. Des sujets tels que les financements de l'acquisition de biens immobiliers, les énergies renouvelables et la construction intelligente, le rôle des startups dans la dynamisation du secteur de l'immobilier, les dispositions juridiques dans les transactions immobilières, et d'autres thèmes seront ainsi abordés par des experts et des professionnels. La 2ème édition de ce salon, organisé par « Sunflower Communication », avait enregistré la participation d'une cinquantaine d'exposants et l'affluence de plus de 15 000 visiteurs. Pour cette 3ème édition, les organisateurs tablent sur 20.000 visiteurs.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

LE GROUPE GETEX VA S'IMPLANTER AU SUD DU PAYS

# Le textile algérien à la conquête de l'Afrique

Le Groupe Textiles et Cuirs (GEXTEX) se prépare à se placer sur le marché africain. De nouvelles usines seront réalisées dans les wilayas du Sud du pays. L'annonce a été faite, hier à Alger, par le Président-Directeur général (P-dg), Taoufik Berkani.

Par Sirine R

À travers ce nouveau déploiement, le groupe public compte se positionner et pénétrer les marchés africains via les zones de libre-échange. «L'implantation de ces nouvelles unités de production contribuera à la réduction des coûts de production surtout avec la proximité de plusieurs pays qui disposent de grandes richesses des matières premières», a-t-il expliqué dans une déclaration à la radio nationale. Et d'ajouter : «Getex compte également se repositionner sur le marché national en plus du développement des exportations vers les pays africains».

Le premier manager du Holding a révélé que le Groupe, après avoir consolidé le segment institutionnel, s'efforce de reconquérir le marché national du «grand public» par la mise à disposition, au profit des consommateurs algériens, de produits de qualité qui répondent à leurs besoins et aux tendances de la mode et surtout à des prix accessibles.

La seconde phase consiste en la conquête des marchés internationaux, notamment africains dans le cadre de la Zlecaf. D'autant que le secteur du cuir en Algérie est l'un des segments «fiables» de l'économie nationale.

Preuve en est, le Holding «a contracté plusieurs accords avec des PME et startups à même de permettre aux jeunes porteurs de projets de s'intégrer dans le processus de production, conformément aux instructions président de la République», visant «à réaliser la relance économique durable».

Dans ce contexte, Taoufik Berkani a mis en avant la problématique de la disponi-

bilité de la matière première importée en dépit des capacités de production nationales, qu'il appelle «à une exploitation optimale», notamment à travers «la valorisation des peaux de sacrifices et de fêtes pour réduire la facture des importations».

Il a révélé que des projets d'investissement importants sont annoncés par le gouvernement pour réduire la facture d'importation des intrants nécessaires pour l'industrie textile et cuir. Des projets en partenariats seront concrétisés dans la pétrochimie pour la production de polypropylène et la résine. Deux matériaux nécessaires pour la fabrication de matière non tissée. Il y a également un autre projet pour la culture du coton. «Nous sommes à la recherche de la plante qui peut résister aux conditions climatiques de notre pays», note-t-il.

C'est à travers ces projets que «nous allons développer notre industrie et réduire la facture des importations», indique-t-il, en annonçant qu'un vaste programme pour la formation de ressource humaine est lancé par le Groupe public.

Concernant la participation du Holding aux Salons et manifestations économiques et commerciaux internationaux, notamment en Afrique, Toufik Berkani a noté que «le bilan de 2023 est excellent par rapport à l'année dernière», d'autant, ajoute-t-il, que «la participation à des expositions comme au Sénégal, Afrique du Sud, Nouakchott et autres pays a permis Getex de faire un bond en avant en terme de visibilité».

Abordant le partenariat avec l'entreprise algéro-turque Tayal à Relizane, spécialisée dans le textile, Toufik Bderkani a indiqué que «ce partenariat intégré com-

mence à donner ses fruits puisqu'il a permis d'exporter pour plus d'un milliard de dinars à l'étranger en 2023, en plus d'avoir conclu 7 accords de partenariats mondiaux». Quant au partenariat algéro-italien, le P-DG de Getex explique qu'il est lié à la formation et à l'échange de technologies, notamment dans le domaine de la qualité».

Concernant les réalisations du secteur public en 2023, le responsable affirme que la Société Holding des textiles et Cuirs (GETEX) a réalisé un chiffre d'affaires de 26 milliards de DA en 2023, soit une croissance de 17% par rapport à 2022 et de 47% par rapport à 2021. Dans le détail, 10 milliards de DA réalisés par le Groupe algéro-turc Tayal et 15 milliards autres par GETEX. Pour les prévisions de 2024, Toufik Berkani assure que «GETEX compte maintenir cette dynamique de croissance afin de renforcer sa position sur le marché local et d'aller à la conquête des parts sur le marché à l'international, notamment en Afrique».

En effet, le Groupe table sur la réalisation de 28 milliards de DA en 2024, soit une hausse de 7% par rapport à l'année précédente. À l'export, GETEX ambitionne d'améliorer ses résultats en passant de 13% en 2023 à 20% en courant de 2024. Afin d'atteindre ses objectifs, les responsables du GETEX avec l'appui de la tutelle ont mis en place toute une stratégie. Une stratégie qui s'articule sur la formation du personnel, l'investissement dans la production de la matière première et le marketing. D'ailleurs, une large campagne de communication sera lancée incessamment par la société pour la promotion du produit «made in algeria».

## ALGÉRIE- SIERRA LEONE Création d'un Conseil d'affaires

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé hier à Alger la création d'un Conseil d'affaires conjoint pour la coopération entre l'Algérie et la Sierra Leone.

Lors de la conférence de presse animée conjointement avec son homologue sierra léonais, le président Tebboune a affirmé que l'Algérie et la Sierra Leone travailleront ensemble au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Le Président de la République a également mis l'accent sur le renforcement de la coopération et l'échange d'expériences dans tous les domaines, notamment la recherche scientifique.

Concernant la cause palestinienne, le Président Tebboune a indiqué que l'Algérie avec la Sierra Leone, appellerait le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités en mettant un terme à l'escalade de l'armée sioniste contre les Palestiniens.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu, mercredi à Alger, avec son homologue sierra-léonais, M. Julius Maada Bio, qui effectue une visite de trois jours en Algérie.

Auparavant, le Président de la République a réservé, au siège de la Présidence de la République, un accueil officiel au Président de la Sierra Leone. Les deux Présidents ont passé en revue des détachements des différentes forces de l'Armée nationale populaire qui leur ont rendu les honneurs avant d'écouter les hymnes nationaux des deux pays. Il est à noter que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réservé, au siège de la Présidence de la République, un accueil officiel au Président de la République de la Sierra Leone, M. Julius Maada Bio. Après avoir passé en revue des détachements des différentes forces de l'Armée nationale populaire qui leur ont rendu les honneurs, les deux Présidents ont écouté les hymnes nationaux des deux pays.

Auparavant, le Président de la Sierra Leone s'est rendu au Sanctuaire du Martyr (Alger) où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs de la Guerre de libération nationale. Le Président sierra léonais qui était accompagné par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a également visité le Musée national du Moudjahid où il a reçu des explications sur les différentes étapes de l'Histoire de l'Algérie, notamment celle de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954. Le président de la République de la Sierra Leone est arrivé mardi soir à Alger, rappelle-t-on. Il a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui.

LE MINISTRE ALI AOUN L'A SOULIGNÉ

## «La production locale doit être renforcée et diversifiée en 2024»

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a appelé mardi à Alger, les cadres de son ministère à renforcer et à diversifier la production locale en 2024, d'autant que l'Algérie dispose de tous les atouts lui permettant de devenir un pôle économique industriel par excellence, indique un communiqué du ministère.

M. Aoun a donné ces orientations lors d'une réunion qu'il a tenue avec les directeurs centraux et les cadres du ministère pour leur adresser ses vœux à l'occasion de la nouvelle année. La réunion a été également consacrée à la définition de la stratégie et des objec-

tifs du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique pour l'année en cours. A cette occasion, le ministre a affirmé que le secteur de l'industrie, en 2023, était «riche en réalisations».

Cependant, poursuit-il, «plusieurs orientations doivent être suivies en 2024 conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune». A ce propos, M. Aoun a estimé qu'il n'était pas facile d'ériger l'industrie en un secteur pionnier dans plusieurs domaines sans identifier les problèmes majeurs auxquels est confronté le secteur dans le souci d'y remédier.

A cet effet, le ministre a instruit les cadres notamment pour «renforcer toutes les filières à valeur ajoutée générée par les opérations de production et les industries manufacturières». Le ministre a également appelé à l'intensification des réunions avec les directeurs et les cadres et au renforcement des filières industrielles en mettant en place des mécanismes spéciaux au niveau du ministère.

Concernant le secteur de la Production pharmaceutique, M. Aoun a souligné la nécessité «d'intensifier la surveillance et les opérations d'inspection au niveau de toutes les filiales».

Le ministre a également appelé tout

un chacun à redoubler d'efforts dans le but d'atteindre l'objectif escompté consistant en la contribution du secteur de l'industrie à la relance économique, dont les contours ont été tracés durant l'année écoulée, outre le renforcement et la diversification de la production locale dans tous les domaines afin de couvrir le marché national et d'aller de l'avant vers l'importation pour la diversification des importations hors hydrocarbures, d'autant que l'Algérie dispose de tous les atouts lui permettant de devenir un pôle économique industriel par excellence», conclut le communiqué.

R E.

SALON CES DE LAS VEGAS 2024

LG présentera des solutions innovantes

Pour devenir une entreprise de solutions de vie intelligente, LG exploite l'IA pour élargir et améliorer les espaces de vie et l'expérience des clients. LG Electronics (LG) invite les consommateurs du monde entier à assister à sa conférence de presse LG World Premiere et à visiter son stand d'exposition au CES de Las Vegas en janvier prochain. La conférence de presse, organisée sur le thème "Réinventez votre avenir", devrait débiter à 8h00 (PST) le 8 janvier au Mandalay Bay Convention Center. Arrivé le premier sur scène, le PDG de LG, William Cho, annoncera les principaux domaines d'intérêt de l'entreprise pour 2024 et au-delà. Les principaux sujets abordés seront la transformation de LG en une société de solutions de vie intelligente - déclarée plus tôt en juillet comme Future Vision 2030, et la façon dont elle exploite l'IA pour étendre et améliorer à la fois l'espace de vie et l'expérience du client. La première mondiale de LG devrait dévoiler plus de détails sur ce que cette vision signifie vraiment et sur les promesses qu'elle fait aux consommateurs. Les produits de pointe dévoilés lors de la conférence de presse seront exposés pendant le CES 2024 sur le stand de LG. En plus d'affiches impressionnantes, d'installations technologiques époustouflantes et d'expositions interactives divertissantes, les visiteurs peuvent explorer et en apprendre davantage sur la façon dont ses innovations amélioreront la vie dans divers domaines, notamment la maison, le commerce et la mobilité.

R E.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE-SONELGAZ

Signature d'un accord de coopération

Le Groupe Sonelgaz et l'Ecole Nationale Supérieure d'Intelligence Artificielle ont signé un accord de coopération visant à renforcer et accompagner les relations entre le secteur économique et le secteur de la recherche scientifique et du développement technologique. Dans un communiqué posté en ligne sur sa page officielle « Facebook », Sonelgaz a précisé que cet accord prévoit une coopération dans plusieurs domaines, notamment la création et le fonctionnement d'un incubateur au niveau universitaire en vue de développer et de suivre des projets innovants, la tenue de cours et de formations, et l'organisation de réunions et séminaires scientifiques. La même source a ajouté que la signature de cet accord sera suivie de la mise en place d'un comité directeur conjoint composé de représentants des deux parties, qui supervisera, dirigera et évaluera tous les travaux et activités résultant de cet accord.

R E.

FOIRES ET EXPOSITIONS EN ALGÉRIE

Le programme de 2024 dévoilé

La société Algeria Exhibitions (filiale du groupe Safex), en charge de l'organisation et de la gestion des manifestations se déroulant au Palais des expositions (Pins maritimes) d'Alger, a dévoilé, sur son site web, le programme des foires et expositions qu'elle devrait organiser durant l'année 2024.

Par R E.

Ce programme prévoit plus de 54 manifestations dans différents domaines économiques spécialisées et générales, contre 35 en 2023. En janvier, un seul événement est prévu : le Salon international de l'industrie de la boisson et aliments liquides "BEVALG", (du 23 au 27). Février prochain, onze salons sont au menu, à savoir : le Salon international des solutions d'hygiène "Alger Hygiène" (du 1 au 4), le salon des technologies pharmaceutiques "Maghreb Pharma" (du 5 au 7), le Salon "Hadj Expo" (du 6 au 10), ainsi que le Salon de l'électricité et des énergies renouvelables "SEER" (du 12 au 15). Le mois de février verra, également, la tenue du Salon du tourisme médical "Clinica" (du 13 au 15), le salon du meuble, aménagement et décoration "Mobilia El Djazair" (du 13 au 17), le Salon International de l'électroménager "SIEM" (du 15 au 19), le Salon international de l'agroalimentaire et de l'emballage "Agro Pack" (du 20 au 23), et encore le Salon international de la pharmacie en Algérie "SIPHAL", le Salon algérien de l'immobilier "DZ Immo" et le Salon international du cosmétique "COSMETICA" qui se dérouleront, les trois, du 21 au 24 février. Pour mars, il est prévu l'organisation de six événements, à savoir le Salon de la femme "Eve" (du 2 au 8), le Salon international de l'après-vente automobile "Equip Auto" (du 4 au 7), le Salon international des technologies de l'imprimerie et de l'emballage "Printpack" (du 4 au 6), le salon "LOGISTICAL" (du 4 au 7) et le Salon international "Fer et Acier" (du 5 au 7). Et comme le mois de mars coïnci-

dera avec le mois sacré de Ramadhan, Algeria Exhibitions a prévu l'organisation de l'évènement "Ramadhan au Palais". En avril, le Palais des expositions accueillera trois manifestations: le Salon professionnel de la production agroalimentaire "Djazagro" (du 22 au 25), la Conférence et l'Exposition arabe et internationale des PME "SMEX Algeria", ainsi que le Salon des ascenseurs "Lift Expo" qui auront lieu du 22 au 24. Au mois de mai, il y aura le Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics "Batimatec" (du 5 au 9), le Salon international de la mesure, l'instrumentation, l'accréditation et la qualité "Mesur Expo" (du 20 au 23), le Salon "SIPSA-Filaha" (du 21 au 24), le salon de la dentisterie "DENTEX" (du 22 au 25), ainsi que le salon international de l'investissement et du tourisme médical "Clinvest" (du 30 mai au 1 er juin). Pour juin, sept salons se tiendront : le Salon du mariage et de la naissance (du 1 au 7), le Salon des Affaires "IDEA" (du 2 au 4 juin), le Salon "Chimco Plast" et le Salon international de la qualité "QualiDays", prévus tous du 2 au 4 juin. Le Salon international "TexStyle Expo" (du 10 au 12 ), le Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau et de l'environnement "SIEE-Pollutec" (du 2 au 5), ainsi que la Foire Internationale d'Alger "FIA" (du 24 au 29) sont également prévus en juin. Après une trêve au mois de juillet et août, septembre verra l'organisation de la Foire de la rentrée scolaire "LEMSID" (du 3 au 14), le Salon international de l'artisanat traditionnel "SIAT 2024" (du 16 au 23), le Salon de l'éducation et des technologies de la connaissance "Eduateck" (du 18 au 21) et le Salon international des façades, fenêtres et portes "SIFFP" (du 22 au 25).

En octobre, dix salons sont au programme: le Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie, la restauration et les collectivités "HORECA" (du 1 au 4), le Salon Algérie sous-traitance "ALGEST" et le Salon de l'aménagement, de la rénovation et décoration "Renov Deco", prévus les deux du 2 au 5 octobre, en plus du Salon du E-commerce et des services en ligne "ECSEL" (du 2 au 6), le Salon "Algeria Textile" (du 6 au 8), ainsi que le Salon international des cuisines et salles de bain équipées "Cuisine Bain Expo" (du 13 au 15). Octobre verra aussi l'organisation du Salon professionnel international de l'Industrie "Alger Industries" (du 14 au 17), le salon de la logistique "LOGISTICAL" (du 15 au 17), le Salon international du laboratoire et de l'imagerie médicale "IMLAB" (du 23 au 26) et le Salon international du livre d'Alger "SILA" (du 13 octobre au 9 novembre). Trois événements sont prévus au mois de novembre, à savoir le Salon international de la ventilation, électricité, chauffage et climatisation "SIVECC" (du 18 au 21), le Salon international des travaux publics "SITP" (du 19 au 23) et le Salon international du bois, menuiserie, équipements et technologies "Algeria WoodTech" (du 23 au 26). Au mois de décembre, Algeria Exhibitions prévoit l'organisation du Salon international de sûreté, sécurité, feu et urgences en Afrique du nord "SECURA" et le Salon de la maintenance industrielle "Sinaa" (du 3 au 5), ainsi que la Foire de la production algérienne "FPA" et le Salon des Banques, assurances et produits financiers "Expo Finances".

TRAVAUX PUBLIC

Réalisation prochaine de 2 dédoublements de voies à Constantine

La wilaya de Constantine vient de bénéficier d'une opération de réalisation de 2 dédoublements de voies au niveau des entrées est et sud de la wilaya de Constantine, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Il s'agit d'un dédoublement de voie menant vers les wilayas de Mila et Jijel via la route nationale RN27, et un autre

dédoublement de voie traversant la localité Guettar El Aich vers la région Aïn M'Lila dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a précisé la même source. Les travaux seront lancés après achèvement des procédures administratives précédant l'attribution des marchés, a indiqué la même source. Les services de la wilaya de Constantine ont souligné que

ces deux projets permettraient d'alléger la pression du trafic routier sur ces axes et de contribuer au développement économique des wilayas de Jijel, Mila et Oum El Bouaghi. Ces projets seront réalisés dans le cadre d'une dotation financière de près de 10 milliards de dinars, a fait savoir la même source. La wilaya de Constantine avait auparavant

bénéficié d'un projet de réalisation d'un dédoublement de voie reliant la commune de Zighoud Youcef au nord de la wilaya et l'autoroute Est-Ouest via l'échangeur de Didouche Mourad, a-t-on rappelé. L'opération a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 4 milliards DA et sera réceptionnée incessamment.

SELON LE PRÉSIDENT DE LA COSOB

# La Bourse d'Alger connaîtra en 2024 une nouvelle dynamique

La Bourse d'Alger, qui s'apprête à enregistrer de nouvelles introductions dès janvier, a relevé une hausse de 40% en termes de capitalisation boursière au premier semestre, confirmant les indicateurs positifs de 2022, a indiqué le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada.

Par Reda Hadi/Agence

Il a souligné que la Bourse d'Alger connaîtra en 2024 une nouvelle dynamique à la faveur du nouveau règlement devant faciliter les levés de fonds et les introductions de nouvelles sociétés. Pour illustrer ses propos, l'intervenant a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que la capitalisation boursière au 30 juin 2023 avait atteint 79 milliards de Da, contre 57 milliards de Da à la fin du premier semestre 2022, soit une augmentation d'environ 40%. Le président de la COSOB a précisé que cela reflétait « la continuité des indicateurs positifs atteints au cours de l'année 2022, et confirme que ce marché réunit toutes les conditions favorables pour être un marché financier prometteur ».

En effet, la Cosob, qui assure le rôle de régulateur du marché boursier, a enregistré une « reprise significative » de l'activité boursière en 2022 avec une hausse de la capitalisation boursière à 67,42 milliards de Da, soit une progression de 48% comparativement à 2021, alors que la valeur des transactions sur le marché principal avait atteint 132 mds Da, une amélioration due à la reprise de l'activité des sociétés cotées (période post-Covid engendrant une forte demande sur les titres, en particulier sur ceux de Biopharm et d'Alliance assurances), selon les données de la Commission.

Actuellement, la Bourse d'Alger compte seulement quatre titres cotés: il s'agit d'Alliance Assurances, Biopharm, El Aurassi et Saidal, en plus d'une PME, AOM Invest SPA, spécialisée dans les placements financiers. Mais le marché devrait enregistrer, à compter de ce début d'année, l'entrée des banques publiques CPA puis la BDL à travers l'ouverture de leur capital à

hauteur de 30%.

« Je suis convaincu que ce marché détient un potentiel considérable et réunit tous les éléments favorables permettant aux entreprises de se financer facilement, ce qui le prédispose à jouer un rôle important à l'avenir, notamment avec les premières prémices des décisions annoncées par les pouvoirs publics à l'effet d'ouvrir, via la Bourse, le capital de deux banques publiques, à savoir le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de développement local (BDL) », souligne le président de la COSOB, en notant l'importance de ce marché comme outil de financement supplémentaire au développement des entreprises algériennes du fait qu'il permet de drainer l'épargne et de capter les capitaux. Il a précisé que, compte tenu de la densité du tissu économique national, le marché financier peut constituer une contribution significative aux efforts du Gouvernement pour diversifier l'économie nationale et booster les modes alternatifs de financement des entreprises.

## Regain d'intérêt des entreprises pour se financer via le marché obligataire

C'est dans ce cadre, d'ailleurs, qu'est intervenue la récente adoption du nouveau règlement par la COSOB, et qui sera publiée prochainement au journal officiel, en vue d'actualiser l'ensemble des textes réglementaires régissant l'activité du marché financier afin de l'harmoniser avec les nouvelles exigences de l'économie nationale et les standards internationaux.

Pour M. Bouzenada, ce texte, portant règlement général de la Bourse des valeurs mobilières (actions et obligations), qui remplace le texte datant de 1997, « vise à donner un nouveau souffle à la Bourse et faciliter l'acte de

lever des fonds sur le marché financier à tout émetteur quel que soit son statut ou sa taille en simplifiant les dispositions d'admission, en encadrant au mieux les séances de Bourse ». La réforme qu'introduit le nouveau règlement de la Bourse d'Alger permettra de créer cinq marchés, indique le président de la COSOB. Il s'agit du marché des titres de capital, qui sera composé d'un segment principal et d'un segment de croissance avec des conditions d'admission fixées sur la base de la valeur de l'entreprise et non du capital social, le marché des titres de créances et celui des organismes de placements collectifs (OPC) où l'on négocie les actions, parts et certificats de Sukuk.

Il sera question aussi, ajoute M. Bouzenada, du marché des professionnels dédié aux titres de capital, de créance et d'OPC détenus et négociés pour le compte des investisseurs professionnels et, enfin, le marché des valeurs du Trésor, sur lequel seront négociées les obligations assimilables du Trésor.

Interrogé, d'autre part, sur les perspec-

tives de relance du marché obligataire, où la COSOB a donné récemment son visa à Maghreb leasing Algérie (MLA) pour une opération de lever de fonds, le même responsable a indiqué que « le processus est actuellement en cours du côté de MLA pour lever 3 milliards de Da avec un taux d'intérêt de 5,2% ».

« Nous avons observé un intérêt significatif de la part de nombreuses entreprises pour ce type de financement. Récemment, nous avons été approchés par plusieurs représentants d'entreprises cherchant des informations supplémentaires sur les modalités d'émission, en particulier celles qui ont besoin de financement et qui ne répondent pas aux critères requis pour obtenir un crédit bancaire », a-t-il fait savoir, appelant à envisager des mesures d'incitation fiscale pour les émissions obligataires en faveur des investisseurs institutionnels sur le marché obligataire, mais aussi de « plafonner les crédits au profit des entreprises, ce qui les inciterait à recourir davantage au marché obligataire ».

## PÉTROLE

### Le Brent à 75,65 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient mercredi, malgré les inquiétudes autour des tensions en mer Rouge qui pourraient avoir des conséquences sur le transport d'or noir. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perdait 0,32%, à 75,65 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, baissait de 0,47%, à 70,06 dollars, peu après avoir glissé sous la barre

des 70 dollars. Les prix perdent du terrain malgré "les inquiétudes persistantes concernant le transport maritime (de brut) via la mer Rouge, car le marché semble se concentrer davantage sur les signaux baissiers comme les préoccupations sur l'économie mondiale", expliquent des analystes. Côté gaz naturel européen, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait à 31,63

euros le mégawattheure (MWh), en hausse de plus de 3%. Les prix remontaient mercredi après avoir frôlé les 30 euros le MWh la veille, les prévisions météorologiques prévoyant un temps plus froid cette semaine en Europe du Nord. Les températures devraient cependant remonter fin janvier, pensant sur la demande, et la "situation globale de l'offre reste très solide en ce début d'année", soutiennent des analystes.

## PRÉPARATIFS DU RAMADHAN

### Réunion du Conseil exécutif de la wilaya d'Alger

Les préparatifs du mois de Ramadhan étaient au centre d'une réunion du Conseil exécutif de la wilaya d'Alger, lors de laquelle plusieurs exposés y afférents ont été présentés par les walis délégués et les directeurs des établissements publics de la wilaya, a indiqué mercredi un communiqué des services de la wilaya.

Présidant cette réunion, mardi soir, le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a souligné l'impératif d'"intensifier les opérations de contrôle et d'inspection au niveau des commerces, des

centres commerciaux et des abattoirs" et de "veiller à approvisionner le marché en produits de large consommation durant le mois de Ramadhan et à signaler aux services de la wilaya toutes les contraintes nécessitant une intervention", a précisé la même source.

Le wali d'Alger a en outre appelé à "tracer un programme spécial d'approvisionnement en eau potable pour la capitale" et à "prolonger les permanences dans les hôpitaux et les pharmacies", en insistant sur "la coordination entre les walis délégués et les

directions concernées au sujet des fêtes de circoncision et des restaurants de la Rahma". S'agissant du volet culturel et de loisirs, M. Rabehi a ordonné "l'organisation d'un concours culturel annuel au profit des amateurs du chaâbi", mettant l'accent sur "la coordination entre la Direction de la jeunesse et des sports, les walis délégués et les présidents d'APC concernant les activités sportives prévues, avec l'implication des associations et des membres du Conseil supérieur de la jeunesse". Les exposés des walis dé-

légués ont porté sur le nombre d'inscrits sur les listes de l'allocation de solidarité, les marchés de proximité dédiés au mois sacré, les restaurants de la Rahma, le contrôle sanitaire des différentes structures et le programme d'activités religieuses et de loisirs, a ajouté le communiqué. Les exposés ont également porté sur l'approvisionnement du marché en produits de large consommation et le contrôle des pratiques commerciales, selon la même source.

R E.

CONSTANTINE

Mise en exploitation  
prochaine de  
l'abattoir communal  
d'Ain Abid

L'abattoir d'Ain Abid (Sud Est de Constantine) qui a fait l'objet récemment d'une opération de réhabilitation, sera remis en exploitation, durant le premier trimestre de l'année en cours (2024), a fait savoir mardi le président de l'assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale, Abdelhak Medjmadj. L'opération de rénovation de cette structure d'abattage inscrite au titre du plan communal de développement (PCD) 2023, a consisté, notamment en la réfection de l'intérieur de l'établissement, et ce au grand bonheur des bouchers de cette collectivité locale, a précisé le même élu. La réouverture de cet abattoir érigé sur une superficie de 400 m2, permettra également d'assurer l'hygiène en la matière, a-t-il noté. Le même élu a fait savoir que différentes actions qui ont été entreprises à l'effet de restaurer cette structure, à commencer par le revêtement des murs, des sols, des plafonds, du renouvellement de la peinture, de la réfection de l'étanchéité et des réseaux divers (électricité, gaz, eau potable et assainissement). L'enveloppe financière allouée pour la remise à neuf de cette structure d'abattage est estimée à environ 3,5 millions DA, a souligné la même source. D'une capacité d'abattage quotidienne de 15 veaux et 80 moutons, l'abattoir communal d'Ain Abid dispose d'un espace d'abattage, d'une bache à eau, d'un dépôt de stockage, d'un pavillon administratif et de deux chambres froides, a encore signalé le même responsable.

EL-MÉNIAÂ

Une récolte de 198.000 qx de pomme de terre attendue (DSA)

Une production de 198.000 quintaux (qx) de pomme de terre hors saison est attendue, dans la wilaya d'El-Méniaâ, au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris mardi, de la direction locale des services agricoles (DSA). Ciblante une superficie globale de plus de 1.400 hectares (ha) consacrée à la filière pomme de terre dont 550 ha pour la récolte destinée à la consommation et 850 ha à l'intensification des semences, la campagne de cueillette qui a débuté en décembre dernier se poursuivra au niveau de 23 exploitations agricoles à travers la wilaya, a précisé le directeur du secteur, Youcef Mosbah. Cette récolte prévisionnelle, permettra d'assurer des stocks suffisants pour couvrir les besoins du marché local en ce produit agricole de large consommation et faire face à une éventuelle perturbation de l'offre, en plus de préserver la stabilité des prix et le pouvoir d'achat du citoyen, a-t-il souligné. Par ailleurs, le même responsable a fait savoir que la plus part de ces exploitations agricoles, ont déjà été raccordées au réseau d'électricité, signalant que des opérations ont été retenues dans le programme d'électrification des périmètres agricoles initié par le secteur d'agriculture. La wilaya s'attèle à accompagner les investisseurs porteurs de projets en assurant toutes les facilités en matière d'octroi d'autorisations de fonçage de puits ainsi que le suivi des opérations de raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité, a-t-on indiqué à la DSA.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Création prochaine d'une mini-zone industrielle à Ras El Oued

Un terrain de plus de 6 hectares devant accueillir les activités des artisans spécialisés dans la fabrication de meubles, sera réservé dans la zone industrielle de R'maïl, dans la commune de Ras El Oued (Est de Bordj Bou Arreridj), a indiqué, mardi, le wali, Kamel Nouicer.

Le chef de l'exécutif local a précisé, dans une déclaration à la presse, en marge de l'ouverture, dans l'un des espaces commerciaux du chef-lieu de wilaya, d'une exposition mettant en relief des éléments d'ameublement produits localement, que cette initiative est destinée à « répondre à une préoccupation des artisans activant dans ce domaine ». Selon M. Nouicer, « il n'est pas possible qu'une telle activité, répandue dans les Biban et connue pour la qualité de ses productions, n'ait pas eu sa chance en matière de foncier dans les espaces dédiés aux petites activités industrielles ». Le wali a ajouté qu'un dossier allait être préparé pour être soumis aux autorités et aux parties compétentes au niveau central, telles

que le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et l'Agence algérienne de promotion des investissements, dans le but de « prélever 6 ou 7 hectares de la zone industrielle de Ras El Oued pour créer une mini-zone d'activité vouée à la fabrication de meubles, en allouant 400 ou 500 m2 à chaque artisan afin de lui permettre de travailler dans de bonnes conditions et de valoriser ses produits ». M. Nouicer, évoquant, dans ce contexte, « la qualité du produit d'ameublement » qui, a-t-il affirmé, « concurrence désormais les meubles importés », a salué l'initiative économique d'organiser cette exposition, qui se poursuivra jusqu'au 6 janvier, et qui est de nature à « consolider le leadership de la wilaya de Bordj

Bou Arreridj en matière de diversité des productions ». Pour sa part, M. Hassan Belmokhtar, responsable du bureau de wilaya de l'Association nationale pour le développement local, à l'origine de cette exposition commerciale et économique, a déclaré que cet événement « vise d'abord à faire connaître le produit local d'ameublement domestique, pour lequel la commune de Ras El Oued est connue, notamment en ce qui concerne la fabrication de canapés ». L'exposition constitue aussi une occasion pour les artisans de faire part de leurs préoccupations aux autorités locales, qui ont répondu à leur appel, pour leur permettre de disposer d'un espace approprié pour exercer leur activité dans la commune de Ras El Oued. M.

Belmokhtar a ajouté que cette exposition, « la première du genre dans la wilaya », sera suivie d'autres manifestations économiques et commerciales similaires afin de mettre en lumière des productions locales dans d'autres domaines tels que les cosmétiques et les industries alimentaires, dans l'optique de soutenir l'industrie et le développement locaux. L'exposition des produits d'ameublement locaux, qui réunit une vingtaine d'exposants, est organisée par le bureau de Bordj Bou Arreridj de l'Association nationale pour le développement local, en coordination avec la direction du commerce et de la promotion des exportations, et la Chambre de commerce et d'industrie des Biban.

MOSTAGANEM

Plus de 40 millions de litres de lait cru produits en une année

La production de lait cru a atteint dans la wilaya de Mostaganem en une année (2022/2023) plus de 40 millions de litres, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des services agricoles (DSA). La même source a précisé que la production de lait cru a atteint, durant la saison agricole, un volume global de 40.273.000 litres, dont le gros est issu du lait de vache à hauteur de 28.635.000 litres, suivi du lait de brebis avec une production de 6.485.000 litres et de chèvres avec une production de 5.153.000 litres. Les mêmes services ont fait savoir que les laiteries, publiques et privées, opérant sur le territoire de la wilaya de Mostaganem, dont la capacité de production cumulée journalière est estimée à 110.000 litres, ont collecté, durant la même période, 15 millions de litres de lait cru de vache. La DSA a, d'autre part, fait observer que les mesures incitatives mises en œuvre par l'Etat, notamment celles inhérentes à la production fourragère, à l'acquisition d'équipements hydrauliques et autres destinés à l'élevage bovin, a permis aux éleveurs, aux col-

lecteurs et aux transformateurs de ce produit d'accroître le niveau de production, le portant à 11 millions de litres, durant la campagne 2021/2022, à plus de 15 millions en 2022/2023, ce qui représente un taux de croissance de 36%. Dans le but d'assurer une croissance continue de la production de ce produit agricole de large consommation, la wilaya de Mostaganem mise, à l'avenir, sur les atouts du nouveau pôle agricole, notamment le bassin laitier de la plaine d'El Bordjia, dont l'étendue chevauche les territoires des communes de Sirat et El Hassiane, pour renforcer le volume de la production annuelle de lait cru par 20 millions de litres supplémentaires. L'objectif étant de diminuer le volume d'importation de poudre de lait et de répondre aux besoins du marché local, a ajouté la même source. Il convient de signaler que la wilaya de Mostaganem dispose d'un cheptel bovin estimé à 5.500 vaches laitières, d'un cheptel bovin comptant 51.328 têtes et un cheptel caprin de 6.745 chèvres. La filière lait compte, par ailleurs, plus de 2.000 opérateurs, entre éleveurs, producteurs, collecteurs et distributeurs de lait.

AÏN DEFLA

Une récolte de près de 400.000 q de pomme de terre attendue

Une production de près de 400.000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison destinée à la consommation, est attendue dans la wilaya d'Ain Defla au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris, lundi dernier, auprès de la Direction des services agricoles (DSA). «La Direction des services agricoles table sur une récolte prévisionnelle de près de 400.000 q de pomme de terre d'arrière-saison au titre de la saison agricole 2023/2024, avec un rendement de 300 q à l'hectare», a indiqué à l'APS, le chef du

service de l'Organisation de la production et de l'appui technique (Opat) à la DSA, M'hamed Makrachi. Le chef du service OPAT a souligné que sur une superficie avoisinant les 800 hectares consacrés à la culture de la pomme de terre de consommation, près de 250 ha ont déjà été récoltés, ce qui a permis d'engranger une quantité de 72.500 q du tubercule depuis le début de la récolte à ce jour. Concernant la superficie de 550 hectares restante, M. Makrachi a ajouté qu'une quantité de près de 160.000 quintaux sera récoltée prochainement, in-

diquant qu'après le tri de la pomme de terre de semence, près de 230.000 q seront destinés à la consommation. A noter, une récolte de 1,5 million de quintaux de pomme de terre d'arrière-saison a été réalisée dans la wilaya durant la saison précédente, a-t-on appris auprès de la DSA. Pour ce qui est de la pomme de terre de saison, les services agricoles ont réalisé plus de 3,9 millions de quintaux pour la saison agricole 2022/2023, dont plus de 2,7 millions de quintaux de pomme de terre destinée à la semence, selon les chiffres fournis

# L'année économique 2024

*Le conflit en Ukraine et le retour de la guerre au Proche-Orient plongent l'économie mondiale dans un cycle de risques et d'incertitudes qui pénalise la croissance et profite aux partisans du repli national.*

**Suite et fin**

Source : Le Monde

Les menaces qui pèsent sur la santé vont demeurer au centre de l'histoire du progrès et de ses reculs. Certes, nous avons mis au point des vaccins anti-Covid 19 avec une rapidité incroyable, et nous sommes parvenus relativement vite à un rebond économique. Mais cette pandémie préfigure tout simplement ce qui nous attend. Historiquement, les épidémies se sont développées le long des routes commerciales, et la situation, aujourd'hui, n'est pas différente. Depuis les années 1990, les échanges commerciaux se sont développés à des rythmes inédits, constituant non seulement des chaînes de valeur mondiales, mais aussi des chaînes de virus mondiales. On a connu durant cette période deux autres pandémies de nouvelles maladies respiratoires : le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS). Avec moins de mille morts dans chaque cas, on peut considérer ces épisodes comme des preuves de l'efficacité du système mondial de santé publique, et en déduire que la menace des nouveaux pathogènes est somme toute limitée, dans un monde plus riche et mieux dirigé. Après la crise due au Covid-19, il semble que nous pourrions tout aussi bien avoir eu de la chance jusqu'ici. Les propriétés des virus du SRAS et du MERS expliquent pourquoi il ne fut pas difficile d'en limiter la dangerosité. Nous pourrions avoir moins de chance à l'avenir. Plutôt que de nous enorgueillir de la production rapide des vaccins contre le virus du SARS-CoV-2, nous devrions nous souvenir qu'après plus de quarante ans, il n'existe toujours pas de vaccin contre le VIH.

## Inversion de la courbe de mortalité

Je ne sais pas s'il faut suivre le récit positif ou le récit négatif. Je voudrais néanmoins signaler que la morbidité et la mortalité pourraient être, à l'avenir, plus importantes que ce à quoi nous avons été habitués. Hormis les pandémies, les changements climatiques constituent aussi une menace grave pour la santé, aussi grave que l'inversion de la courbe de mortalité, repartie à la hausse dans des échantillons significatifs de la population, notamment aux Etats-Unis. Au cours du dernier quart de siècle, les équilibres politiques internationaux ont également connu de profonds changements : le populisme de droite s'est développé dans les démocraties des pays riches et menace les institutions nationales et internationales.

La mondialisation est devenue une source de mécontentement. Qu'elle ait contribué à une réduction sans précédent de la pauvreté n'a pas apaisé les colères dans les pays riches, attisées au contraire par ce succès. Aux Etats-Unis et en Europe, beaucoup de travailleurs considèrent que si la population mondiale a pu échapper à la misère, c'est à leurs dépens, au prix d'emplois sacrifiés et de collectivités détruites. Même si le monde, globalement, s'en sort mieux, les bénéficiaires de ces évolutions ne votent pas dans les pays riches, où celles et ceux qui ont été lésés se plaignent de n'avoir pas été consultés.

De même, tandis que l'immigration des pays pauvres vers les pays riches a permis à



des millions de personnes de sortir de la pauvreté, une partie de la main-d'œuvre intérieure des pays riches considère quelle représente une menace pour leur gain-pain et leur condition sociale. L'essentiel n'est pas que ces perceptions soient erronées ou exagérées. Ce qui importe, d'un point de vue politique, c'est que « la grande évasion » n'est guère populaire dans les pays riches. Une part non négligeable des électeurs considèrent que l'immigration et la mondialisation favorisent une minorité, celle des élites éduquées et cosmopolites. Les gens des classes populaires qui se considèrent comme des victimes de ces orientations sont donc tentés d'abandonner le cadre démocratique qui semble fonctionner pour les élites intérieures et les milieux d'affaires internationaux, mais pas pour eux. Le risque est désormais de voir ces effets secondaires de la grande évasion devenir si graves qu'ils la ralentiraient, voire en inverseraient le cours. Tandis que le populisme se répandait aux Etats-Unis, la Chine est passée du statut de partenaire à celui de menace apparente. L'hostilité croissante entre les deux pays atteint désormais un point qui menace la stabilité internationale – voire la paix mondiale. Dans le même temps, la croissance économique de la Chine s'est ralentie, en raison notamment de la crise due au Covid-19, mais surtout des politiques suivies dans le pays et des facteurs démographiques. En réaction, la direction chinoise devient de plus en plus autoritaire. Au gré des démonstrations de force contreproductives auxquelles les deux pays se livrent, la probabilité d'une erreur d'appréciation de la menace se renforce. Nous ne pouvons ni ne devons nous mettre en quête d'un retour à l'hypermondialisation. Nous avons instamment besoin d'un nouvel ordre économique mondial capable de poursuivre la « grande évasion » et d'en protéger les conquêtes, mais en portant plus d'attention à la politique intérieure et au bien-être des majorités moins prospères et moins éduquées des pays riches. Portons au crédit du programme politique de l'actuelle administration américaine d'être tourné vers ces buts.

## Beata Javorcik : La grande fragmentation

La confrontation géopolitique entre les Etats-Unis et l'Union européenne d'une part, la Chine et la Russie d'autre part, entrave à la fois le commerce international et la coopération sur le climat, observe l'économiste polonaise.

Les tensions géopolitiques accrues, en particulier la rivalité croissante entre les Etats-

Unis et la Chine, sont le principal catalyseur de la fragmentation de l'économie mondiale. La Chine, qui s'est imposée comme le premier exportateur mondial il y a plus de dix ans, a dépassé les Etats-Unis en tant que première économie mondiale (en termes de parité de pouvoir d'achat) vers 2016. Dans le même temps, le déclin des emplois dans l'industrie manufacturière américaine, attribué en partie à l'augmentation des importations en provenance de Chine, a alimenté le mécontentement des Américains à l'égard de la mondialisation et a modifié leur opinion sur leur grand rival asiatique. Alors que de nombreux analystes occidentaux s'attendaient à ce que l'augmentation des échanges commerciaux mette la Chine sur la voie de la démocratisation, le pays a pris la direction opposée sous la présidence de Xi Jinping. Au lieu de libéraliser et de poursuivre des réformes favorables au marché, M. Xi s'est orienté vers un système centré sur l'Etat et contrôlé par le Parti communiste chinois. L'administration de l'ancien président américain Donald Trump a réagi à ces développements en déclenchant une guerre commerciale avec la Chine, une décision largement considérée en dehors des Etats-Unis comme une aberration protectionniste qui reflétait le programme « America First » (l'Amérique d'abord) de Trump. Pourtant, l'administration du président Joe Biden a maintenu les droits de douane. Cela ne devrait pas être une surprise. Le nouveau consensus américain sur la Chine semble être : « Plus nous commerçons avec eux, plus ils l'utilisent contre nous. » La guerre commerciale sino-américaine fait désormais partie intégrante d'une stratégie géopolitique des Etats-Unis plus large, soutenue à la fois par les démocrates et les républicains du Congrès. Le découplage technologique, qui implique de réduire les exportations de haute technologie vers la Chine et de restreindre l'utilisation d'équipements chinois aux Etats-Unis, est au cœur de cette stratégie.

## Protéger des secteurs-clés

Entre-temps, l'Union européenne (UE) a adopté la vision d'« autonomie stratégique » du président français, Emmanuel Macron. En sécurisant l'accès aux intrants et aux matières premières essentiels, l'UE pourrait dissuader les pays hostiles de militariser le commerce. L'utilisation par la Russie de ses exportations de pétrole et de gaz naturel comme outil stratégique contre l'Union européenne, à la suite de son invasion de l'Ukraine, ainsi que l'approfondis-

sement des liens entre le Kremlin et la Chine ont intensifié les efforts de l'UE pour protéger des secteurs-clés en réduisant sa dépendance à l'égard de ces deux pays. En outre, un nombre croissant de voix au sein de la Commission européenne et parmi les Etats membres ont appelé l'UE à emboîter le pas aux Etats-Unis, en limitant les exportations de haute technologie vers la Chine ainsi que l'intégration des technologies chinoises en Europe. Cette stratégie comporte des risques importants, car la Chine pourrait riposter en restreignant les exportations de matières premières nécessaires à la fabrication de semi-conducteurs haut de gamme et d'énergies renouvelables. La Chine, qui représente 98 % de la production mondiale de gallium et contrôle 68 % de la production de germanium dans différents pays, a déjà restreint les exportations de ces intrants fondamentaux pour la fabrication de puces électroniques en réponse à l'adoption de la loi Chips and Science Act aux Etats-Unis à l'été 2022, qui a freiné les exportations de technologies américaines vers la Chine. Plus récemment, la Chine a introduit des restrictions à l'exportation de graphite, un minéral utilisé dans les technologies vertes qui provient principalement du pays. En 2022, environ 30 % des matières premières essentielles au monde étaient soumises à de telles restrictions, contre seulement 5 % en 2019. Les sanctions prises par les Etats-Unis et l'Union européenne à l'encontre de la Russie sont un autre facteur important de la fragmentation mondiale. Ces mesures ont déjà remodelé les schémas commerciaux régionaux, entraînant une forte baisse des exportations de biens en provenance d'Europe et des Etats-Unis, en raison des sanctions et, en partie, des risques de réputation liés à la poursuite des échanges avec la Russie. Bien qu'une partie de ces échanges ait trouvé d'autres itinéraires par l'Asie centrale et le Caucase, les volumes restent comparativement faibles. Cette évolution de la dynamique commerciale joue un rôle important dans la segmentation de l'économie mondiale. Par exemple, lorsque les exportateurs occidentaux se sont retirés du marché russe, les exportations de la Turquie ont fortement augmenté. Les exportations de la Chine vers la Russie ont également augmenté, en particulier concernant les produits soumis aux sanctions européennes. Les tensions géopolitiques ne sont pas près de s'apaiser, les événements tragiques au Moyen-Orient ne faisant qu'accentuer la polarisation du monde. Alors que l'urgence climatique exige une coopération internationale sans précédent, la fragmentation constitue également une grave menace pour la santé de la planète et l'avenir de l'humanité. Les avantages de la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont universels, ce qui offre aux pays de nombreuses possibilités et incitations à profiter des efforts de décarbonisation des autres. Dans ce contexte, l'intensification des conflits commerciaux, l'accélération de la fragmentation géopolitique mondiale et les restrictions à l'exportation de matières premières essentielles réduisent la confiance, entravent la coopération internationale et sapent les efforts déployés pour lutter efficacement contre le changement climatique.

Source : Le Monde.

APRÈS LE DÉPART  
EXXONMOBIL DU  
CHAMP  
PÉTROLIFÈRE  
WEST QURNA 1  
L'Irak augmentera  
sa production de  
600 000 b/j

Le géant américain de l'énergie ExxonMobilCorp a officiellement quitté le champ pétrolifère West Qurna 1, dans le sud de l'Irak, et a confié ses opérations à PetroChina en tant qu'entrepreneur principal, a déclaré à Reuters le vice-ministre du Pétrole. L'Irak et PetroChina prévoient d'augmenter leur production de 50 000 à 600 000 b/j d'ici fin 2024, a déclaré Basim Mohammed, vice-ministre du Pétrole chargé des affaires en amont. De hauts responsables pétroliers irakiens ont rencontré des dirigeants d'ExxonMobil, PetroChina et Basra Oil Co sur le champ West Qurna 1, près de Basra, pour marquer la sortie complète d'Exxon et le transfert de ses opérations à PetroChina. "Nous nous réunissons pour faire nos adieux à ExxonMobil, et en même temps nous félicitons PetroChina d'être devenu le principal entrepreneur", a déclaré le vice-ministre du Pétrole. PetroChina détient la plus grosse participation dans le domaine après le départ d'Exxon. L'année dernière, l'Irak a signé un accord de vente pour acquérir 22,7 % de la participation d'ExxonMobil dans West Qurna 1 par la société d'État irakienne Basra Oil Co, tandis que la société indonésienne Pertamina a acheté les 10 % restants de la participation d'Exxon, augmentant ainsi sa part à 20%.

LES FINANCES PUBLIQUES RESTENT DÉFICITAIRES

# L'économie du Koweït se contracte

Le rapport hebdomadaire d'Al-Shall révèle qu'entre 2006 et fin septembre 2020, le Koweït a vu la formation de 15 gouvernements, totalisant en moyenne environ 350 jours de mandat chacun, rapporte le quotidien Al-Qabas. Cependant, de décembre 2020 au 20 décembre 2023, date de la démission du gouvernement, 8 gouvernements ont été formés, avec une durée de vie moyenne d'environ 105 jours.

Cela reflète une diminution significative, la durée de vie moyenne d'un gouvernement étant réduite d'environ 70 %. Soulignant la situation unique du Koweït, où le secteur public génère environ 70 % de l'économie et emploie environ 84 % de la main-d'œuvre nationale, le rapport met l'accent sur le rôle essentiel d'un gouvernement stable et efficace. L'économie étant fortement dépendante du pétrole, un gouvernement stable doté de visions claires et définitives est considéré comme essentiel. Le manque de stabilité et l'inefficacité de la gouvernance du Koweït ont eu des effets négatifs sur divers indicateurs de performance. L'économie est en déclin, les finances publiques sont constamment en déficit et les décisions populistes ont conduit à des déséquilibres en matière de main-d'œuvre. L'environnement des affaires est devenu peu attrayant pour les investissements directs nationaux et étrangers. Les projets d'infrastructures, malgré leur coût élevé, ne répondent pas aux besoins des ci-

toyens. L'incapacité de réparer les routes, même en cas de nids-de-poule dans les rues principales, pose un problème plus vaste. Le secteur pétrolier, dont le Koweït dépend fortement, est confronté à des défis. Le ministre du Pétrole exprimant ses inquiétudes quant à la mollesse du secteur et à l'incapacité potentielle à atteindre les objectifs de production.

Nouvelle ère

Avec le début d'une nouvelle ère après la mort de l'émir et la démission du gouvernement, le Koweït se trouve à la croisée des chemins, le rapport souligne la nécessité d'un gouvernement stable formé sur la base de critères d'efficacité. Il souligne que le Koweït mérite une administration publique adhérant aux meilleures normes, même si le chemin initial peut s'avérer difficile en raison des sabotages subis au fil des décennies. En examinant les chiffres du PIB du Koweït, le rapport note une contraction d'environ -1,3% au deuxième trimestre

2023 par rapport à la même période en 2022. La baisse des prix du pétrole est citée comme une des principales raisons de cette contraction. Malgré les efforts visant à diversifier les sources de revenus, la contribution des secteurs hors hydrocarbures reste historiquement faible. Le rapport critique l'Administration centrale des statistiques pour avoir interrompu le calcul et la publication des chiffres du PIB pendant environ trois ans, citant la pandémie comme raison. Cette décision est considérée comme préjudiciable, car elle entrave la mesure des performances économiques et néglige l'importance du flux et de l'exactitude de l'information. En conclusion, le rapport souligne l'importance de l'engagement humain et de l'excellence pour le progrès. Il appelle à un gouvernement formé sur la base de critères d'efficacité et de performance, exhortant le Koweït à respecter les valeurs du travail et de la production en vue d'une réforme significative.

ARABIE SAOUDITE

## Le PIF est le fonds souverain le plus actif au monde

Le Fonds d'investissement public saoudien (PIF) a dominé les fonds souverains au niveau mondial en 2023, avec des investissements s'élevant à 31,6 milliards de dollars, répartis sur 49 transactions, soit une augmentation de 33 % par rapport à 2022, a révélé un rapport de Global SWF. Selon le rapport, le PIF de l'Arabie Saoudite représentait environ un quart des près de 124 milliards de dollars dépensés par les fonds souverains dans le monde l'année dernière. Il a ajouté que le PIF est devenu une force majeure dans le monde, en seulement huit ans, depuis sa restructuration, dans le but de promouvoir Vision 2030 et de devenir le plus grand fonds souverain du monde d'ici 2030. Selon le même rapport, les obligations et les actions mondiales ont augmenté respectivement de 8,4 % et 20,7 % et les marchés privés ont également connu une bonne année. L'indice du capital-investissement

dépassant 33,6 %. Le PIF a été à l'origine des plus grandes transactions soutenues par l'État de l'année, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses filiales. Il s'agit notamment de l'acquisition pour près de 5 milliards de dollars de la société de jeux américaine Scopley par l'intermédiaire de SavvyGames Group et de l'acquisition pour 3,6 milliards de dollars de l'activité de location d'avions de Standard Chartered par l'intermédiaire d'Avilease. En septembre, le fonds a acquis les activités sidérurgiques de Sabc Basic Industries Corp dans le cadre d'un accord de 3,3 milliards de dollars qui a contribué à porter l'investissement national du PIF à environ 42 % du déploiement total en 2023. "La variété des accords montre la portée sans précédent du PIF et de ses filiales, qui forment un vaste réseau pour capter toute valeur ajoutée pour Saudi Vision 2030", a déclaré Diego Lopez, directeur général de Global SWF, dans le rapport.

### GRÂCE À DES ACCORDS DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE GLOBAL POUR LEURS EXPORTATIONS

## Les Émirats arabes unis s'attendent à une augmentent de 33 %

L'Accord de partenariat économique global (CEPA) des Émirats arabes unis devrait augmenter les exportations des Émirats arabes unis de 33 %. Le programme CEPA devrait contribuer à hauteur de plus de 153 milliards d'AED (41,6 milliards de dollars) au PIB national d'ici 2031, ce qui représente une croissance de près de 10 % en 2022. Selon un rapport récent, trois accords ont été mis en œuvre en 2023, deux autres signés et en attente de mise en œuvre, et quatre ont été convenus sur leurs termes, en plus d'un accord de partenariat avec l'Inde - soit le nombre total de 10 partenaires CEPA depuis le lancement du programme.. Au cours d'une année charnière pour le commerce, les CEPA entre les Émirats arabes unis et la Turquie, l'Indonésie et Israël sont entrés en vigueur, supprimant ou réduisant les droits de douane, éliminant les barrières commerciales et ouvrant des opportunités de marché aux exportateurs et aux investisseurs. En outre, des CEPA ont été signés avec les éco-

nomies émergentes du Cambodge et de la Géorgie, qui seront tous deux mis en œuvre au cours du premier semestre 2024, tandis que les conditions ont également été réunies pour des CEPA avec la Corée du Sud, la Colombie, Maurice et le Congo-Brazzaville. Les Émirats arabes unis ont également entamé des négociations sur le CEPA avec un certain nombre d'autres pays, notamment la Serbie, l'Ukraine, l'Eurasie, l'Australie, les Philippines, la Malaisie, le Costa Rica, le Kenya, le Chili et le Vietnam.

Partenariat économique

Le ministre d'État chargé du Commerce extérieur des Émirats arabes unis, Thani al-Zeyoudi, a souligné que l'année 2023 a été marquée par un certain nombre de réalisations dans le cadre de l'agenda extérieur des Émirats arabes unis grâce au programme CEPA. Il a également noté que le programme phare CEPA a assuré l'accès à des marchés qui repré-

sentent près de 2 milliards de personnes, soit un quart de la population mondiale. « Le commerce a toujours été important pour les Émirats arabes unis. Un pont qui a relié nos produits, nos compétences et nos ressources naturelles au monde et a imprégné notre économie de ses dernières idées et innovations. Mais, comme le souligne la vision « Nous, les Émirats arabes unis 2031 », lancée fin 2022 par Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, vice-président et premier ministre des Émirats arabes unis et souverain de Dubaï, elle constitue désormais la pierre angulaire de notre développement économique. et des ambitions de diversification. Al-Zeyoudi a également souligné qu'au premier semestre 2023, le commerce extérieur hors hydrocarbures des Émirats arabes unis a atteint un niveau record de 1,24 billion d'AED (337 milliards de dollars), avec des exportations grimpant à 205 milliards d'AED (55,8 milliards de dollars), un autre record.

AU NIGÉRIA ET AU GHANA

Le franc CFA devient une devise courue

Le FCFA, controversé chez lui, séduit au Nigeria et Ghana où sa convertibilité stable contraste avec l'effondrement du naira et du cedi. Pourtant ces pays pèsent 60% du PIB de la CEDEAO. Son appréciation relative provoque inflation et fragilisation des revenus ruraux aux frontières. Les banques centrales se prononcent peu sur la question.

Le franc CFA, notamment celui utilisé en Afrique de l'Ouest, est actuellement l'une des devises les plus recherchées par les agents économiques présents au Ghana et au Nigeria. À l'aéroport d'Accra, la capitale ghanéenne, les voyageurs en provenance de Lomé ou d'Abidjan peuvent constater que le premier bureau de change accepte de convertir 1000 francs CFA à un

taux proche de celui du dollar américain. Au Nigeria, la demande pour la monnaie de l'UEMOA est encore plus forte, du fait de la faible disponibilité de liquidités en nairas et de la dépréciation de cette monnaie locale. Dans les bureaux de change de Lagos, 1000 francs CFA peuvent rapporter jusqu'à 1875 nairas. Cet intérêt marqué pour le franc CFA contraste avec la

perception d'une partie des populations des pays de la zone franc qui y voient un symbole de la domination économique française. Au Nigeria comme au Ghana, ce regain d'intérêt s'explique de la même façon : la facilité de conversion et la stabilité relative de la valeur du franc CFA. Le paradoxe réside dans le fait que le Nigeria et le Ghana représentent un marché potentiel

combiné de près de 250 millions d'habitants, soit environ 60% de la population de la CEDEAO. Selon le FMI, le PIB du Nigeria devrait reculer à 394 milliards de dollars en 2024, loin des 477 milliards de 2022. Néanmoins, même affaiblies, les économies nigériane et ghanéenne cumuleraient encore 61% du PIB global de la CEDEAO et de l'UEMOA.

CÔTE D'IVOIRE

Alassane Ouattara fait le bilan 2023 et annonce une croissance économique à 7% en 2024

Dans son discours du nouvel an, le président ivoirien, Alassane Ouattara, a mis en avant la croissance, les progrès diplomatiques, les initiatives jeunesse et les améliorations infrastructurelles réalisés en 2023 tout en anticipant une année 2024 « prometteuse » pour le pays. Le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara (photo), a mis en avant le développement économique et social du pays dans son bilan de l'année 2023 à l'occasion du Message à la nation, le dimanche 31 décembre 2023, tout en annonçant des perspectives favorables pour le pays en 2024. Dans son discours, le chef de l'Etat a évoqué les accomplissements de l'année passée, malgré les défis régionaux et internationaux. Sur le plan diplomatique, il a souligné le leadership croissant du pays à l'échelle africaine, sous-régionale et internationale. Il a également salué la maturité démocratique du pays illustrée par le déroulement pacifique et réussi des élections municipales, régionales et sénatoriales. Parmi les faits marquants de l'année

écoulée décrétée « Année de la jeunesse », il y a le lancement du Programme Jeunesse du Gouvernement (2023-2025) avec un investissement de 361 milliards fcfa (603 millions \$) pour 2023, qui a impacté plus d'un million de jeunes hommes et femmes, à travers diverses initiatives, selon le président. Les projets d'envergure tels que la construction de 14 établissements techniques et professionnels et l'ouverture de l'Université de Bondoukou ont par ailleurs été cités, lors du discours. Dans le cadre du Plan national de développement (PND 2021-2025), une accélération des travaux a entraîné desancements et des inaugurations d'infrastructures importantes. Le chef de l'Etat a ainsi annoncé la poursuite de ces actions, mettant l'accent sur le développement des zones rurales et la réalisation des projets agricoles pour renforcer l'offre alimentaire nationale à des prix abordables. Pour le volet social, le président de la République a insisté sur l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), passant de 60 000 fcfa à 75 000 fcfa en début d'année 2023. Des ré-

formes majeures ont également été adoptées au sein de l'administration publique et du système judiciaire, avec une grâce présidentielle accordée à environ 2000 détenus pour des infractions mineures, peut-on lire dans le discours. Quant aux perspectives pour l'année 2024, la croissance économique devrait s'établir à 7%, malgré les défis économiques mondiaux, a indiqué le chef d'Etat. Une projection plus optimiste par rapport au taux de 6,6% projeté par le Fonds monétaire international (FMI). Alassane Ouattara a signifié que le pays continue de « bénéficier de la confiance des partenaires au développement bilatéraux comme multilatéraux, et surtout du secteur privé qui poursuit ses investissements dans l'économie nationale ». En effet, la Côte d'Ivoire avait obtenu un financement de 3,5 milliards \$ du FMI en mai 2023, afin de maintenir sa stabilité macroéconomique et soutenir une transformation économique plus profonde vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

CAP VERT

La SFI met en place un montage financier de 39 millions \$ au profit du groupe hôtelier Oásis Atlântico

Ce projet avec Oásis Atlântico représente la deuxième initiative de la SFI dans le secteur du tourisme au Cap-Vert en 2023. Elle s'était engagée aux côtés de Cabo Verde Airport SA pour renforcer l'infrastructure des sept aéroports du pays. La Société financière internationale (SFI) a annoncé le jeudi 28 décembre 2023, la mise en place d'un montage financier de 35,5 millions d'euros (38,9 millions \$) au

profit du groupe hôtelier Oásis Atlântico, au Cap-Vert. Ce montage financier est constitué d'un prêt de 10,5 millions d'euros, issu du compte propre de la SFI, d'un deuxième prêt d'un montant équivalent à 10,5 millions d'euros et des prêts de 14,5 millions d'euros, mobilisés par la SFI auprès de bailleurs de fonds. Ce financement sera octroyé à trois filiales d'Oásis Atlântico. Il permettra d'améliorer la structure financière du

groupe hôtelier, en refinançant sa dette par des prêts à plus long terme, mais aussi en remboursant les plus petits emprunteurs. Une partie de cette ressource servira également à fournir des liquidités opérationnelles au groupe. « L'investissement de la SFI dans Oásis Atlântico soutiendra un acteur clé du secteur hôtelier du Cap-Vert et renforcera la résilience de l'industrie touristique du pays », a déclaré Olivier Buyoya, di-

recteur régional de la SFI pour l'Afrique de l'Ouest. Ce projet est la deuxième initiative de la SFI dans le secteur du tourisme au Cap-Vert en 2023. En juillet dernier, l'institution financière a annoncé un prêt lié au développement durable au profit de Cabo Verde Airport SA, pour renforcer l'infrastructure des sept aéroports du pays. Au Cap-Vert, le tourisme représente 25 % du PIB et 45 % des emplois formels.

AFRIQUE DU SUD

Cape Town produira 2 MW grâce au gaz provenant de la combustion des déchets urbains

Face aux critiques récurrentes liées au poids élevé des énergies fossiles, en particulier le charbon, dans le secteur électrique sud-africain, le pays s'est doté d'une stratégie qui vise à produire 42 % de son énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2030. La ville du Cap en Afrique du Sud, veut produire 2 MW d'électricité à partir des déchets urbains, grâce à des turbines qui sont en cours de raccordement à un système de gazéification depuis le début du mois de mars. Selon le site officiel de la ville, ce projet est mis en œuvre pour accroître la capacité de distribution de l'énergie électrique de la ville face aux difficultés de la compagnie nationale d'électricité Eskom. En effet, la société est confrontée à la vétusté de ses infrastructures qui entraîne de nombreux délestages dans le pays. Soulignons que cette démarche est essentielle pour l'Afrique du Sud qui souhaite se tourner vers un modèle de production électrique plus vert surtout dans un contexte où, rappelons-le, 80 % de son électricité est produite à partir de centrales à charbon. « Il est certain que notre société a encore un long chemin à parcourir avant d'atteindre la durabilité, mais des projets comme celui-ci donnent l'espoir qu'avec la créativité humaine, tout est possible », a déclaré Grant Twigg, conseiller municipal chargé de la gestion des déchets urbains.

VINGT-CINQ ANS DE L'EURO

Face aux mutations, la force de l'Union

*L'argument en faveur de l'Europe a toujours reposé sur sa capacité à résoudre des problèmes auxquels les pays ne pourraient pas faire face seuls.*

Après la Seconde Guerre mondiale, des dirigeants visionnaires ont compris que la seule manière de garantir la paix sur notre continent était d'unir nos économies. Et à terme, pour renforcer cette unité de l'Europe, il allait falloir adopter une monnaie unique pour tirer le meilleur parti des avantages économiques générés par ce dividende de la paix. A la fin des années 1980, alors que l'Europe prenait de nouvelles mesures pour approfondir son marché unique, le rêve d'une monnaie unique s'est transformé en projet. Et il y a 25 ans, le 1er janvier 1999, ce projet est devenu une réalité. Aujourd'hui, l'euro occupe une place centrale dans notre quotidien et est devenu pour nous un gage de simplicité, de stabilité et de souveraineté. L'euro a rendu la vie des citoyens européens plus simple, en facilitant les comparaisons des prix, les échanges commerciaux et les voyages. Il nous a offert de la stabilité et a protégé la croissance et l'emploi lors des différentes crises. Le fait d'émettre la deuxième monnaie la plus importante de la planète nous a permis de renforcer notre souveraineté dans un monde instable. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la zone euro soit passée de onze à vingt Etats membres depuis sa création. Au fil des ans, nous avons été

confrontés à d'énormes défis, parmi lesquels la remise en question de l'avenir de l'euro lui-même. Mais nous avons pu trouver les bonnes réponses. Par exemple, en réaction à la crise financière mondiale et à la crise de la dette souveraine, nous avons mis en place des garde-fous tels que le système harmonisé de supervision bancaire et de résolution, ou le Mécanisme européen de stabilité. Aujourd'hui, la cote de popularité de la monnaie unique a atteint des niveaux records chez les citoyens de la zone euro. Mais notre travail n'est pas encore terminé. Nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux défis que les pays ne peuvent pas relever seuls. Nous faisons actuellement face à une montée des tensions géopolitiques, notamment la guerre illégale que mène la Russie contre l'Ukraine et qui demande des décisions collectives courageuses. De même, l'accélération de la crise climatique exige une réponse collective : les émissions de carbone ne s'arrêtent pas aux frontières. Notre compétitivité doit aussi faire face à des menaces sans précédent, du fait des politiques énergétiques et industrielles menées dans d'autres parties du monde. Dans ce contexte, des questions telles que la défense, mais aussi les transitions écologique et numérique, sont devenues des enjeux urgents d'intérêt commun. Il en

va de même pour le financement des investissements massifs nécessaires pour décarboner nos économies, rendre nos chaînes d'approvisionnement plus sûres et moderniser nos technologies. Dans l'UE, la transition écologique nécessitera des investissements de 620 milliards d'euros par an jusqu'en 2030. Les solutions doivent être adaptées à l'échelle rendue possible par la coopération en Europe. Nous devons mettre en place une véritable union des marchés des capitaux couvrant l'ensemble du continent pour mobiliser les financements privés. Nous devons utiliser les politiques et les instruments européens pour améliorer notre compétitivité et notre sécurité, par exemple en renforçant les structures existantes au moyen d'une refonte des règles budgétaires et d'une union bancaire plus solide. Nous devons aussi faire entrer la monnaie unique dans l'ère numérique, en posant les fondations d'un éventuel euro numérique qui viendrait en complément des espèces. Dans le même temps, alors que plusieurs pays sont actuellement en phase d'adhésion à l'UE, nous devons conserver notre capacité d'agir de manière efficace. L'élargissement et l'approfondissement ne sont pas incompatibles. Mais l'élargissement peut nécessiter des changements dans l'organisation de l'UE. Les ci-

toyens européens voient que le monde change. Et ils se rendent bien compte que l'union fait la force. Environ deux tiers des Européens sont convaincus que l'UE est un bastion de stabilité. A nous de leur montrer que l'Europe est capable de façonner ce changement et de répondre à leurs attentes. Cela nécessitera de l'ambition et de la persévérance – ces mêmes qualités dont avaient fait preuve les pères fondateurs de l'intégration européenne. Il faudra également accepter que tous les objectifs ne puissent être atteints directement. La leçon à retenir de l'intégration européenne est que nous devons prendre les mesures qui sont à notre disposition, lorsque le moment se présente. Les autres finiront par suivre en temps voulu. Pour reprendre une citation de l'écrivain français Anatole France : « Pour accomplir de grandes choses, il ne suffit pas d'agir, il faut rêver ; il ne suffit pas de calculer, il faut croire. » Les vingt-cinq premières années de l'euro nous ont montré quelle force pouvait avoir un rêve... Mais alors que le monde autour de nous change, notre action prouve qu'une Europe unie est capable d'apporter les réponses dont nous avons besoin.

Source : Les Echos

PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le Portugal atteint un record historique en 2023

L'électricité consommée au Portugal vient à 61% des énergies renouvelables. Une proportion importante qui est due à l'éolien et à l'augmentation de l'électricité provenant des barrages et du solaire. Le Portugal, un modèle européen ? Le pays a annoncé avoir atteint un nouveau record historique de production d'énergies renouvelables (ENR) en 2023. Ces dernières ont fourni 61% de l'électricité consommée dans le pays ibérique, a indiqué ce mardi le gestionnaire des réseaux énergétiques nationaux (REN). Alors que

la consommation totale d'électricité a atteint son plus haut niveau depuis 2018, la production d'énergies non renouvelables n'a représenté que 19% de cette consommation, car le Portugal a importé 20% de ses besoins en électricité en 2023. Dans le détail, pour un total de 31,2 térawatt-heures (TWh) en énergies renouvelables, l'éolien a produit 25% de l'électricité consommée au Portugal l'an dernier, devant l'hydroélectrique (23%), l'énergie photovoltaïque (7%) et la biomasse (6%), a précisé REN dans un communiqué. En termes d'évolution c'est la production

d'énergie d'origine hydroélectrique qui a connu la plus forte hausse (+70%), après une année 2022 marquée par la sécheresse. Le palmarès des plus fortes hausses de production est suivi par le photovoltaïque (+43%), qui a bénéficié d'une augmentation progressive de la capacité installée. A l'opposé, la consommation de gaz naturel, importé par la mer essentiellement du Nigeria (42%) et des Etats-Unis (40%), a chuté de 21% sur un an, tombant à son plus bas niveau depuis 2014.

FRANCE

L'activité manufacturière continue de se détériorer

L'activité manufacturière française a connu « la plus forte détérioration de la conjoncture » en décembre, selon l'agence S&P Global. Cette dernière a publié son indice PMI ce mardi. Il s'affiche en repli en dessous de 50, à 42,1 en décembre contre 42,9 en novembre. L'année 2023 termine sur une note négative. L'activité manufacturière française a continué de se détériorer en décembre, selon l'indice PMI publié ce mardi par l'agence S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCBO). Il s'est en effet replié de 42,9 en novembre à 42,1 en décembre, se maintenant nettement sous le seuil de 50 qui démarque les zones de contraction et d'expansion de l'activité. Il enregistre « la plus forte détérioration de la conjoncture » du secteur depuis mai 2020, selon S&P qui précise que cette nouvelle baisse vient

de « fortes contractions » de la production et des nouvelles commandes. L'agence note que l'activité a particulièrement souffert dans les secteurs des biens intermédiaires et d'équipement, celui des biens de consommation ayant été davantage épargné. « L'industrie manufacturière française est prise dans une spirale baissière. Le resserrement des conditions financières et la hausse des prix ont pesé sur la demande, entraînant une chute des nouvelles commandes, de la production et de l'emploi », a commenté Norman Liebke, économiste à la HCBO, dans un communiqué. Pour expliquer la baisse des nouvelles commandes, S&P, qui a interrogé quelque 400 entreprises manufacturières du 6 au 15 décembre 2023 affirme que 39% des entreprises interrogées ont signalé un

repli de la demande. La faute à une dégradation de la conjoncture dans le bâtiment, l'industrie automobile et l'aéronautique. La concurrence étrangère a également été mentionnée. A noter aussi, les prix de vente, ayant augmenté en 2023 ce qui a permis à de nombreuses entreprises de maintenir leurs marges, ont reculé en décembre grâce à la diminution des coûts de production, dans le sillage du repli des cours des matières premières. Pour les douze prochains mois, les fabricants interrogés continuent toutefois de se montrer pessimistes, 32% anticipant un recul de leurs niveaux de production. « L'enquête signale des perspectives d'activité moroses pour l'année 2024, le pessimisme des entreprises s'expliquant par le risque de contraction économique et de baisse prolongée de la de-

mande », a souligné Norman Liebke. En conséquence, les entreprises ont réduit leurs effectifs pour le septième mois d'affilée. Et cette dynamique pourrait bien s'amplifier dans les mois à venir. Après avoir atteint un point bas au second trimestre à 7,2%, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) a commencé à remonter au troisième trimestre pour s'établir à 7,4%. Le chômage pourrait continuer de grimper en 2024 (7,6%) et en 2025 (7,8%), selon les dernières prévisions de la Banque de France, publiées le 19 décembre. Après plus de 300.000 créations nettes d'emplois en 2023, l'économie française commencerait à détruire des postes en 2024 (-36.000) et en 2025 (-48.000).

ALLEMAGNE

Le taux de chômage augmente à 5,9% en décembre

Le taux de chômage en Allemagne a augmenté en décembre, sur fond d'activité au ralenti dans la première économie européenne, avant un timide rebond espéré en 2024, a indiqué mercredi l'Agence pour l'emploi. Le taux a atteint 5,9%, en hausse de 0,1 point par rapport à novembre, qui a été révisé en baisse à 5,8%. Le nombre de chômeurs a lui augmenté de 5.000 sur un mois, en données corrigées des variations saisonnières (CVS).

TURQUIE

L'inflation à près de 65% en décembre

L'inflation a atteint 64,8% sur un an en Turquie en décembre, selon les données officielles publiées mercredi. La hausse des prix à la consommation, alimentée notamment par la dépréciation quasi continue de la livre turque, s'est établie à 2,9% sur un mois. L'inflation, qui a repris son envolée depuis juin, s'élevait à 62% en novembre. La hausse des prix concerne tout particulièrement les produits alimentaires (+72%), les transports (+77,1%), la santé (+79,6%), l'éducation (+82%) ainsi que l'hôtellerie et la restauration (+93,2%), selon l'institut statistique turc. Quoique élevés, les chiffres officiels sont contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), qui calculent la hausse des prix à la consommation à 127,2% en glissement annuel.

## CES 2024

## Le programme automobile du salon de la Tech

Du 9 au 12 janvier 2024, les acteurs de la Tech se réunissent à Las Vegas pour le traditionnel rendez-vous de début d'année du CES. Les constructeurs et équipementiers automobiles seront évidemment de la partie.

Chaque année, la même rengaine : le CES de Las Vegas, aux États-Unis, n'est plus réservé aux grands noms de la Tech et des produits connectés. Le salon de l'électronique ouvre aussi ses portes à d'autres secteurs qui ont embrassé la révolution technologique. Ainsi l'automobile, et plus généralement le monde du transport, en fait évidemment partie. Il n'est donc plus surprenant de voir les grands constructeurs se rendre dans la cité des casinos pour louer un stand et exposer les nouvelles technologies... et même les nouveautés produits.

## Mercedes CLA, utilitaires Kia et Vinfast

Cette année, les constructeurs sont un peu moins nombreux que par le passé. Seuls les groupes Hyundai et Kia ont visiblement fait le déplacement. Mercedes profitera du CES pour exposer le concept de la nouvelle CLA. Un produit crucial pour la marque à l'étoile qui va introduire quelques améliorations techniques comme les batteries 800V et la plateforme MMA. Mercedes annonce déjà plus de 700 km d'autonomie grâce à une aérodynamique particulièrement favorable sur une berline élancée. Les nouvelles batteries de 800V devraient fournir un peu moins d'autonomie sur les futurs SUV de la base MMA. L'autre intérêt de la CLA se trouvera à l'intérieur avec le nouvel MB.OS qui équipera le grand écran Hyperscreen. N'oublions pas l'arrivée un peu plus poussée de l'IA à bord des futures Mercedes électriques. Chez Kia, le CES se conjugue à l'activité commerciale avec une vague d'utilitaires électriques en arrivage. Ou plutôt de robots taxis et de navettes, puisque deux des quatre concepts produits sur une plateforme commune serviront ces usages. Les deux autres semblent bel et bien être des vans de livraisons ou de transport de personnes. Pour l'heure, le groupe Hyundai, qui est très en avance sur la mobilité électrique en 800V, n'est pas investi dans les utilitaires en Europe et Amérique du



Nord. Où les besoins vont pourtant s'intensifier dans les années à venir, en particulier dans la livraison du dernier kilomètre. Vinfast sera présent pour la première fois au CES avec l'intention de dévoiler un concept de véhicule électrique, en plus d'une version avancée du petit VF3. Ce sera d'ailleurs le tout premier modèle 100 % électrique réellement compact de la marque, qui a également prévu de présenter ses vélos à assistance électriques DrgnFly. Nous verrons rapidement si la commercialisation est prévue pour l'Europe.

## Honda prévoit du lourd

Jusqu'ici, Honda été plutôt timide avec l'électromobilité puisque la "E" a déjà tiré sa révérence après une carrière bien timide. Le e:Ny1 est bien évidemment l'attraction du moment, mais il en faudra bien plus pour séduire les acheteurs en Europe. Le Vieux Contient qui prévoit toujours de bannir les moteurs à combustion après 2035 mais qui reste un marché très minoritaire pour Honda. Toujours est-il que le géant nippon a prévu de dévoiler de nouveaux modèles électriques au CES 2024.

"Sur son stand et sur le site web consacré au CES 2024, Honda exposera différents produits, dont les modèles électriques mondiaux et plusieurs technologies clés qui illustrent l'importante transformation engagée par Honda en cohérence avec l'esprit de son slogan mondial et sa poursuite de l'électrification".

La première image teaser semble déjà montrer un modèle proche du sol, qui n'a

donc rien à voir avec un SUV. Rappelons que Honda a récemment dévoilé un concept de Prelude aux États-Unis, qui pourrait annoncer un retour de véhicules à vocation loisir.

## Les technologies embarquées

Microsoft et Tomtom ont décidé de s'allier pour proposer un "assistant" intelligent de conduite, qui ne fera pas que vous guider lors d'un parcours routier. En reprenant la base Azure OpenIA de Microsoft, les deux entreprises ont développé une commande vocale nettement plus évoluée que ce que l'on peut trouver aujourd'hui à bord de nos véhicules. Il devrait s'agir d'un des assistants vocaux les plus évolués du marché... lorsqu'il sera déployé. Car pour l'heure, Microsoft est bien peu investi dans les technologies embarquées en comparaison de Google qui offre nativement ses OS chez certains constructeurs. Mais avec la puissance du cloud de Microsoft et l'expertise de Tomtom en matière d'informatique automobile, il y a fort à parier que certains constructeurs seront attentifs à cette nouveauté.

## L'ID.3 SOUS LES 40 000 €

## Volkswagen casse les prix de ses voitures électriques

Volkswagen revoit la gamme de ses électriques ID. La version de base de l'ID.3 débute désormais sous les 40 000 € hors bonus, avec une batterie de 58 kWh. Volkswagen a en partie raté le démarrage de l'ID.3. Un processus de développement de la plateforme MEB probablement trop ambitieux aussi vite pour le groupe VW qui n'avait que très peu d'expérience en pures électriques a mené à des débuts compliqués, marqués par d'importants soucis logiciels... pour ne citer qu'eux. Depuis, Volkswagen a tenté de rattraper le coup avec un restylage améliorant notamment la qualité perçue et l'expérience générale. Mais avec une concurrence féroce symbolisée par les Chinois, Tesla et bientôt le groupe Renault, Volkswagen est presque contraint de réagir. La filiale française annonce donc une refonte des gammes des ID qui étaient très complexes. Sachez d'ores et déjà qu'elles le sont toujours, mais bien moins !

## Moins de 40 000 €, hors bonus

La barre des 40 000 € est désormais un marqueur important pour un véhicule électrique. Au delà, et surtout sans bonus, il paraît compliqué de séduire les foules qui ont des budgets moyens plus proches des 28 000 € en France pour un véhicule neuf. Bonne nouvelle pour Volkswagen, l'ID.3 est bel et bien éligible au bonus en 2024... mais uniquement en batterie de 58 kWh. Curieux. Le communiqué précise tout de même que l'ID.4 a droit au bonus avec les deux batteries : "la refonte de la gamme ID. associée aux offres commerciales prévues début 2024 permettent aux ID.3 Pro, ainsi qu'à toutes les versions ID.4 et ID.5 (hors GTX) de prétendre au bonus écologique 2024". Les fournisseurs des batteries de 77 kWh pour les ID.3 et ID.4

sont-ils différents au point de perdre le bonus sur l'ID.3 77 kWh ? Ou est-ce tout simplement un retard de dépôt de dossier pour cette dernière ?

Qu'importe, la grande nouvelle est l'arrivée d'une version ID.3 Pro à 39 990 € avec des équipements en nombre : écran 12 pouces avec App-Connect sans fil, démarrage sans clé Keyless Go, régulateur de vitesse adaptatif ACC associé au Lane Assist, Park Pilot, projecteurs à LED.... Il n'y a désormais plus que deux niveaux de finition sur chaque batterie : ID et Life Max (+ 1000 €). Volkswagen prend l'exemple de cette dernière en 58 kWh, mieux équipée que l'ancienne "ID.3 Pro Performance Life Plus" tout en étant moins chère. Selon Volkswagen, l'avantage client en 2024 serait donc de 6470 €. Avec le bonus, l'ID.3 devient ainsi un peu plus compétitive face aux Renault Mégane E-Tech et autre Tesla Model 3, sans pour autant faire jeu égal avec une MG4, voire un Volvo EX30 qui bouscule ses rivaux.

## Une ID.4 également moins chère

Et comme pour l'ID.3, deux niveaux de finition par groupe motopropulseur : ID et Life Max. Le premier prix (Pure 170 ID) est à 43 990 € hors bonus, avec une belle liste d'équipements : nouvel écran 12,9 pouces avec ID. Software 4.0, la sellerie en tissu 'Matrix, projecteurs LED, Park Pilot. L'écart de prix entre les finitions ID et Life Max est de 2000 € sur l'ID.4 qui continue d'être proposée en GTX. Toutes les versions sont éligibles au bonus, qui devrait être de 4000 €... sous réserve de la publication du décret, qui n'est toujours pas paru.

LA NOUVELLE RENAULT TWINGO ÉLECTRIQUE  
PREND LA LUMIÈRE NATURELLE

Il faudra attendre 2026 pour pouvoir observer la nouvelle Twingo sous la lumière du soleil. D'ici là, elle devrait un tout petit peu changer. C'était la grosse surprise de la grande conférence de presse organisée par le patron de Renault Luca de Meo au mois de novembre. En marge des annonces sur les résultats économiques du groupe et ses projets, la future micro-citadine électrique de la marque au losange était exposée sur scène dans une version conceptuelle. Nommée « Twingo » et destinée à remplacer le modèle actuel qui arrive en fin de carrière, elle doit débarquer en 2026 et coûter moins de 20 000 € en version de base. Grâce au designer de Renault SandeepBhambra qui vient de publier quelques images sur son compte Instagram, on peut désormais admirer la bête dans des conditions de lumière naturelles plus révéla-

trices que les projecteurs d'une salle fermée. L'occasion de constater une nouvelle fois que l'auto s'inspire étroitement de la toute première Twingo de 1992, même si elle possède cinq portes contre seulement trois à son ancêtre.

## Quelles modifications à prévoir d'ici 2026 ?

Rappelons qu'il s'agit ici d'un concept-car et non du modèle définitif, appelé à évoluer d'ici 2026. Sachant que la Renault 5 E-Tech -dont la version définitive se montre enfin depuis quelques jours- semble être restée très proche du concept-car dévoilé en 2021, il ne faudra pas s'attendre à de profondes modifications sur la Twingo de série qui sera dévoilée dans deux ans. Aux dernières nouvelles, elle pourrait être conçue en partenariat avec Volkswagen qui l'utiliserait pour mettre au point sa future ID.1.

# L'IA et le cloud poussent à redéfinir les licences open source

Le cloud et l'IA sont devenus aujourd'hui des technologies essentielles, et toutes deux ont bouleversé le cadre stricto sensu des licences open source. Pour le contributeur Matt Asay, 2024 pourrait être l'année propice à la redéfinition de ce modèle.

Par Matt Asay

Dans une récente interview sur l'avenir de l'open source, Bruce Perens a raison sur un point et tort sur la plupart. Ce pionnier est dans le vrai quand il souligne que « nos licences open source ne sont plus adaptées », même s'il ne sait pas pourquoi. (Selon lui, « c'est parce que les entreprises en ont identifié toutes les lacunes »). En fait, le problème, c'est que si aujourd'hui, l'open source occupe une place importante et essentielle, le modèle de licence est moins pertinent pour les grandes tendances IT de l'époque : le cloud et l'IA. En 2024, il est impératif que cela évolue.

## Les nuages s'amoncellent au-dessus de l'open source

Dans certains milieux, il est de bon ton de blâmer des entreprises comme MongoDB (NDLR : le contributeur travaille pour cette société), Neo4j, Elastic, HashiCorp, etc., au motif qu'elles auraient détourné l'esprit open

source en imposant des licences du genre Business Source License, Commons Clause et Server Side Public License (SSPL). Mais le problème ne résulte pas de ces éditeurs en particulier, mais que ce qu'ils ont essayé de faire, à savoir distribuer des services « cloud » sous licences « open source ». Or cela ne fonctionne tout simplement pas pour le cloud. Difficile à croire ? Lors d'une interview, Stefano Maffulli, directeur exécutif de l'OSI (Open source Initiative), à l'origine de l'OSD (open source definition) m'a déclaré : « D'une certaine façon, l'open source a loupé l'évolution dans le mode de distribution et d'exécution des logiciels ». Toutes les licences ouvertes ont été conçues avant l'ère du cloud et sont basées sur une modalité de distribution des logiciels aujourd'hui obsolète. C'est le cas par exemple d'Affero General Public License (AGPL) qui n'était pas nativement cloud. Ainsi, « nous n'avons pas vraiment prêté attention à ce qui se passait et cela a donné lieu à beaucoup de tensions dans le secteur du cloud », a poursuivi le dirigeant. Preuve de ces frictions, MongoDB, a essayé de faire approuver la SSPL comme licence offi-

cielle par l'OSI. Finalement, l'éditeur s'est retiré du processus, ce qui est regrettable. Ceux qui appréciaient la licence GPL, devraient aimer la licence SSPL, car il s'agit essentiellement d'une licence GPL taillée pour le cloud. Contrairement à la Business Source Licence et aux licences plus récentes, la SSPL n'interdit pas certains usages du logiciel (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de restriction sur l'exécution du logiciel en production à des fins commerciales ou concurrentielles). Elle stipule simplement que si le logiciel est distribué en tant que service, le fournisseur doit mettre à disposition tous les autres logiciels utilisés pour le faire fonctionner, car à quoi sert la liberté d'inspecter, de modifier et d'exécuter un logiciel si l'écosystème pour le faire fonctionner est complètement fermé ?

## L'open source, vide de sens à l'ère de l'IA

Il y a une autre technologie qui redistribue les cartes dans le monde de l'open source : l'IA. Avec une question fondamentale, « quel est le « code » que l'open source espère préserver ?

». Lors d'une conversation avec Mehul Shah, le CEO d'Aryn (éditeur de solutions d'IA), nous avons abordé cette question du « code ». Je cite longuement cet article : « En bref, nous ne pouvons pas simplement dire qu'un LLM est open source, parce que nous ne pouvons même pas encore décider ce qui, exactement, devrait être ouvert. Ce problème est similaire à celui que la SSPL tentait de résoudre, mais il est encore plus complexe », a déclaré le dirigeant. « Il n'existe aucune définition finale de ce que doit être une IA open source », a affirmé pour sa part Mike Linksvayer, responsable de la politique des développeurs chez GitHub. Nous sommes loin d'avoir résolu ce dilemme. Heureusement, cette fois-ci, l'Open Source Initiative (OSI) ne s'est pas reposé sur l'OSD et travaille activement sur ce que devrait être celle-ci pour l'IA. Cependant, Stefano Maffulli souligne qu'il s'agit d'un scénario extrêmement complexe. Le vœu du nouvel an de Matt Asay est que l'OSI prenne la responsabilité de mettre à jour l'OSD pour le cloud et l'IA.

## POUR UNE HISTOIRE DE TAUX DE CHANGE

# Google et la Pologne à deux doigts de l'incident económico-diplomatique

Les taux de change de la monnaie polonaise, le zloty, sont momentanément apparus trop bas sur Google, entraînant une vive réaction de Varsovie. Google est devenu tellement important dans la vie des habitants de la planète que l'erreur d'un seul de ses outils peut être vite extrêmement dommageable. On l'avait déjà observé quand un problème sur Google Maps avait cet automne égaré plusieurs dizaines de personnes dans le désert de Californie. Et on le voit à nouveau aujourd'hui avec cette erreur de taux de change faite par l'entreprise américaine.

## Le zloty affiché à un taux beaucoup trop faible

Combien vaut le zloty ? Attention, si vous aviez cherché la réponse sur Google ce dernier lundi soir, vous avez sûrement eu droit à une réponse fausse. Car la page Google affichant l'information donnait un cours excessivement faible pour la monnaie polonaise. Cette dernière était en effet affichée à un taux environ 23% plus faible que la réalité quand elle était comparée à des monnaies de référence comme l'euro, le dollar, ou bien le franc suisse. La portée de cette information erronée a été telle qu'il a fallu une intervention sur X (ex-Twitter) du ministre des Finances polonais Andrzej Domanski pour calmer le public. « Restons calmes. Ce taux de change du zloty qui sème la panique est un « fake » a-t-il indiqué hier.

## Une erreur de l'algorithme Google ?

L'erreur pourrait provenir, selon des experts interrogés par les médias polonais, de l'algorithme de Google. Le géant américain a lui une autre explication, puisqu'il pointe du doigt la qualité des données extérieures, qu'il ne ferait que recevoir, puis traiter. « Les fonctions de recherche, telles que l'affichage du taux de change, s'appuient sur des données provenant de sources externes » a-t-il été expliqué à la première chaîne d'information polonaise TVN 24. Reste que le gouvernement ne veut pas en rester au constat de ce couac. Andrzej Domanski a ainsi officiellement demandé des explications à Google Poland. Il souhaite non seulement savoir ce qui a dysfonctionné, mais aussi « les mesures que [Google] prendra pour éviter des situations similaires à l'avenir. »

## iPhone 16, Samsung Galaxy S24 et autres : Ce que nous réserve le marché du smartphone en 2024

Cette année sera peut-être l'occasion pour nombre d'entre vous de renouveler votre smartphone. Découvrez sans

plus attendre ce que les principaux fabricants nous réservent en 2024. Tout au long de l'année 2023, le marché du smartphone a connu quelques perturbations. Si les ventes se sont en effet effondrées, des indices pouvaient néanmoins nous laisser présumer que 2024 marquerait le début d'une relance des ventes après deux années consécutives de perte de vitesse. Entre la sortie de l'iPhone 16, du Galaxy S24, ou encore des nouveaux appareils de Google, OnePlus et Xiaomi, les consommateurs devraient pouvoir trouver chaussure à leur pied en cette année 2024, et tout particulièrement en matière d'intelligence artificielle...

Samsung Galaxy S24, S24+ et S24 Ultra : un peu plus près de l'IA ?

Pour cette nouvelle année, le Coréen Samsung entend bien briser les traditions. Cette fois, ce n'est pas en février que le fabricant lèvera le voile autour de ses nouveaux smartphones Galaxy, mais bien dès le mois de janvier. C'est plus précisément autour du 17 janvier prochain que Samsung devrait présenter au public ses Galaxy S24, Galaxy S24+ et Galaxy S24 Ultra pour une commercialisation attendue avant la fin du mois. Sur le plan du design, les smartphones de la gamme ne devraient pas matérialiser de bouleversements majeurs, à l'exception de la variante Ultra, qui devrait quant à elle délaisser l'écran incurvé adopté par le Galaxy S23 Ultra au profit d'une dalle parfaitement plate. La marque devrait profiter du lancement de sa nouvelle série pour venir titiller Google sur son terrain, et ainsi mettre un accent tout particulier sur l'intelligence artificielle. Les Pixel 8 et Pixel 8 Pro se sont très rapidement imposés parmi les meilleurs smartphones Android alimentés à l'IA. Pour appuyer cette volonté du Coréen, rappelons que celui-ci a dévoilé sa propre IA générative baptisée Samsung Gauss. Sous le nom de Galaxy AI, cette dernière devrait logiquement jouer un rôle central au sein des prochains smartphones du constructeur. Les Galaxy S24 pourront d'ailleurs compter sur la nouvelle puce Snapdragon Gen 3 de Qualcomm.

## iPhone 16 : Apple va-t-elle rattraper son retard sur l'intelligence artificielle ?

Nous l'évoquons un peu plus haut, Google a fait un grand pas vers l'intelligence artificielle avec le lancement de ses Pixel 8 et Pixel 8 Pro en octobre dernier. Le géant américain a pour rappel introduit diverses fonctionnalités basées sur les capacités de l'IA afin de nous en mettre plein la vue. Entre les suggestions de reformulation des messages, ou

encore les nombreuses possibilités offertes aux utilisateurs dans le domaine de la retouche photo/vidéo, il y a de quoi attendre Google au tournant avec ses futurs Pixel 9 et Pixel 9 Pro. De son côté, Apple devrait nous réserver quelques surprises avec le lancement de ses nouveaux iPhone en fin d'année. Nous le savons, la marque à la pomme planche actuellement sur une refonte intégrale de Siri, son assistant vocal depuis plus d'une douzaine d'années. D'après plusieurs rumeurs insistantes, les iPhone 16 seront les premiers smartphones Apple à pouvoir bénéficier de cette toute nouvelle version de Siri. Si la société dirigée par Tim Cook aura quelque peu tardé avant de réagir face à l'ascension soudaine de l'IA, l'arrivée de ses futurs iPhone sur le marché devrait nous offrir une vision plus précise du chemin qu'empruntera la Pomme pour la décennie à venir.

## Xiaomi, OnePlus, Oppo : que nous réservent les fabricants chinois en 2024 ?

Depuis le 4 décembre dernier, les utilisateurs chinois ont pu mettre la main sur le dernier smartphone de OnePlus. Alimenté par la même puce qui équipera les Galaxy S24, le OnePlus 12 et l'un des premiers smartphones à avoir pu démontrer l'étendue des capacités du Snapdragon Gen 3. Quoi qu'il en soit, celui-ci envahira les autres marchés dès le début d'année, bien qu'aucune date de lancement n'ait été communiquée à ce jour. Bien que les Xiaomi 14 et Xiaomi 14 Pro ne verront probablement pas le jour aux États-Unis, les utilisateurs européens pourront quant à eux en profiter à partir de cette année. Disponibles en Chine depuis le 26 octobre 2023, les derniers joujoux de Xiaomi matérialisent une avancée technologique importante pour le fabricant Chinois, qui vient d'ailleurs d'inaugurer l'arrivée de HyperOS, le remplaçant de MIUI. Concernant la marque Oppo, ce sont les Find X7 et X7 Pro qui sont attendus pour cette année 2024 en Chine. Si la société s'en tient à ses plans habituels, ses nouveaux smartphones devraient être commercialisés dès le mois de mars prochain, bien qu'il n'y ait que très peu d'espoirs de les voir arriver en Europe et dans le reste du monde. Vous l'aurez très certainement compris, l'IA sera vraisemblablement le maître-mot de cette année 2024 du côté des smartphones. Les différents acteurs du marché semblent avoir cerné l'importance de dompter l'intelligence artificielle au plus vite pour proposer des appareils toujours plus aboutis. À présent, espérons qu'Apple parviendra à rattraper son retard sur la concurrence et que les annonces de Samsung suffiront à convaincre les consommateurs désirant renouveler leur smartphone.

Mots fléchés

|                            |             |                  |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|----------------------------|-------------|------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------|------------------|------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|---------------------|----------------|---------------------|------------------|
| Il débute en 2001          | ↓           | Élargir          | ↓                             | Issu des umes      | ↓                   | Petite cale      | ↓                | Cycle                 | ↓                  | Religieuse         | ↓                   | Dieu solaire   | →                   |                  |
| Démarre dès le 1er janvier |             | Pipi             |                               | Dedans             |                     | Moyen d'évasion  |                  | Exploitant de navires |                    |                    |                     | Investigations | ↓                   |                  |
|                            | →           |                  | ↓                             |                    | ↓                   |                  | ↓                |                       | ↓                  |                    | ↓                   |                |                     | Voyage en pensée |
| Planète                    | →           |                  |                               |                    |                     |                  | Rivière alpine   |                       | Paresseux          |                    | Chrome              | →              |                     | ↓                |
| Opinion                    |             |                  |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|                            | →           |                  |                               | Recette de poisson | Un jour             | →                | ↓                |                       | ↓                  |                    |                     |                |                     |                  |
|                            |             |                  |                               |                    | Marteau de couvreur |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
| Poire à lavement           | →           |                  |                               |                    | ↓                   | Pur              | →                |                       |                    |                    | Sur un pli          | →              |                     |                  |
|                            |             |                  |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
| Ventilés                   | →           |                  |                               |                    |                     | Agent de liaison | →                |                       | Irlande des poètes | →                  |                     |                |                     |                  |
|                            |             |                  |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
| Esprit                     |             | Toute une époque | Habitudes                     | →                  |                     | Roue à gorge     | →                |                       |                    | Désagréable        | Mistigri            |                |                     | Alcaloïde        |
|                            | →           |                  |                               |                    |                     | Qualités         |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|                            |             | ↓                | Fils de famille               | →                  |                     |                  |                  |                       | Céleri             | →                  | ↓                   |                |                     | ↓                |
|                            |             |                  |                               |                    |                     |                  |                  |                       | Auteur norvégien   |                    |                     |                |                     |                  |
| Agacé                      | →           |                  |                               |                    |                     |                  | Nantis           | →                     | ↓                  |                    |                     |                |                     |                  |
| Terre en eau               |             |                  |                               |                    |                     |                  | Cardinal         |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|                            | →           |                  | Individu                      | →                  |                     |                  | ↓                | Soudé                 | →                  |                    |                     |                |                     |                  |
|                            |             |                  | Qui jouit de certains revenus |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
| Gobelet                    |             | Disposés         | →                             | ↓                  |                     |                  |                  | Manche                | →                  |                    |                     |                | Têtu                |                  |
|                            | →           | Suc de fruit     |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|                            |             | ↓                |                               |                    |                     | Clé musicale     | →                |                       | Châtiment          |                    | Ceinture de kimono  | →              | ↓                   |                  |
|                            |             |                  |                               |                    |                     | Jamais avant     |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
| Patriarche                 | →           |                  |                               | Bout de charpente  | ↓                   |                  | Passage à niveau | →                     | ↓                  |                    | Refus               | →              |                     |                  |
| Chef juif                  |             |                  |                               | Persévère          |                     |                  | Méprisable       |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|                            | →           |                  |                               |                    |                     | Aperçu           | →                | ↓                     |                    | Sanction routière  | ↓                   | Île de France  | →                   |                  |
|                            |             |                  |                               |                    |                     | Attacher         |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|                            |             |                  |                               |                    |                     | ↓                |                  |                       |                    | Véhicule           | →                   |                |                     | Demeura          |
| Crinières                  |             | Favorable        | →                             |                    |                     |                  |                  |                       |                    | ↓                  | ↓                   |                |                     |                  |
|                            | →           | Département      |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    | Cri de soulagement |                     |                |                     |                  |
|                            |             | ↓                |                               |                    |                     | Préfixe          | →                |                       |                    |                    |                     | Erbium         | →                   | ↓                |
|                            |             |                  |                               |                    |                     | Jeune bovidé     |                  |                       |                    |                    | Cheveu              | ↓              | Rivière du Congo    |                  |
|                            |             |                  |                               |                    |                     | ↓                |                  |                       |                    | ↓                  |                     |                |                     |                  |
| Chicorée                   | →           |                  |                               |                    |                     |                  | Jupe de rat      | →                     |                    |                    |                     |                | Charles de Beaumont |                  |
|                            |             |                  |                               |                    |                     |                  | Titane           |                       |                    |                    |                     |                |                     | ↓                |
|                            |             |                  |                               |                    |                     |                  | ↓                |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
| Stoppa                     | Dépeuplées  | →                |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|                            | Un registre |                  |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
|                            | →           | ↓                |                               |                    |                     |                  | Devenue vache    | →                     |                    | Marée              | →                   |                |                     |                  |
|                            |             |                  |                               |                    |                     |                  |                  |                       |                    |                    |                     |                |                     |                  |
| Césium du savant           | →           |                  | Les autres                    | →                  |                     |                  | Révolte de petit | →                     |                    |                    | Fabrique des huiles | →              |                     |                  |

La dette des Etats-Unis dépasse pour la première fois les 34.000 milliards de dollars

La dette publique totale du gouvernement fédéral américain a dépassé 34.000 milliards de dollars pour la première fois, a rapporté mardi le département du Trésor. Le montant de la dette publique totale est passé de 33.900 milliards de dollars jeudi à 34.000 milliards de dollars, selon le communiqué quotidien du Trésor publié vendredi. La dette nationale brute des Etats-Unis a atteint vendredi 34.000 milliards de dollars, soit à peine trois mois après avoir atteint 33.000 milliards de dollars, ce qui est vraiment désespérant, a déclaré dans un communiqué Maya MacGuineas, présidente du Comité pour un budget fédéral responsable.



VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Le chinois BYD leader mondial au quatrième trimestre 2023

Le constructeur automobile chinois BYD a ravi le leadership à l'américain Tesla en étant le plus gros vendeur mondial de véhicules électriques au quatrième trimestre 2023. Tesla reste cependant le plus gros vendeur sur l'ensemble de l'année. BYD (acronyme de "Build Your Dreams", construisez vos rêves), fondé en 1995 à Shenzhen, s'est d'abord spécialisée dans la conception et la fabrication de batteries, avant de se lancer dans l'industrie auto-

mobile à partir de 2003. L'étroite collaboration de BYD avec la ville de Shenzhen, où les bus publics ont basculé au tout-électrique dès 2017, a été un accélérateur. La marque chinoise fournit aujourd'hui en batteries les principaux constructeurs mondiaux, dont Tesla, BMW, Mercedes ou encore Audi. BYD est par ailleurs devenu l'an dernier le premier constructeur au monde à franchir le cap symbolique des 5 millions de véhicules électriques produits.

AÏN TÉMOUCHENT

Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine

Les éléments de la Section de sécurité et d'intervention (SSI) de la Gendarmerie nationale (GN) de Bouzedjar relevant du Groupement territorial d'Ain Témouchent ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine par mer et arrêté trois (3) individus, a-t-on appris mardi auprès de ce corps de sécurité. L'opération,

qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les crimes de l'émigration clandestine par mer, s'est soldée par la saisie d'un véhicule touristique, d'une embarcation, d'un moteur automatique de 60 chevaux, d'un réservoir d'essence et d'une boussole, en sus de six (6) bidons d'essence (30 litres/chacun), précise les services de la GN

d'Ain Témouchent. Il s'agit, aussi, de la saisie de quatre (4) téléphones portables et d'une somme d'argent de 51.500 DA et de 50 euros, ajoute la même source. Après achèvement des procédures légales, les trois suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Amria, conclut la source.

EUROPE

Lancement d'un test de résilience des banques à une cyberattaque

La banque centrale européenne a annoncé, hier mercredi, le lancement d'un test de résistance des grandes banques à une cyber-attaque. Ce premier test du genre pour la BCE sera effectué auprès de 109 banques soumises à sa supervision directe et « visera à évaluer la réaction des banques à une cyber-attaque et leur manière de s'en remettre, plutôt que leur capacité à prévenir une telle attaque », selon un communiqué. Le scénario du test, envoyé cette semaine aux banques, prévoit une cyber-attaque réussissant à perturber les activités quotidiennes des banques. La BCE va tester leur réaction, notamment l'activation de plans d'urgence et les décisions prises en vue du retour à la normale, explique le superviseur. Au sein du groupe étudié, 28 banques choisies en fonction de leurs modèles d'activité et zones géographiques devront « soumettre des informations supplémentaires sur la manière dont elles ont fait face à la cyberattaque », ajoute la BCE. « Le nombre de cyberattaques est plus

élevé qu'avant la pandémie », a déclaré Anneli Tuominen, membre du conseil de surveillance de la BCE, dans une récente interview au journal allemand Borsen Zeitung. La plus forte hausse concerne les attaques « par déni de service distribué, dans lesquelles les auteurs interrompent les services bancaires en inondant et en obstruant les serveurs bancaires avec de fausses requêtes », a-t-elle expliqué. Egaleme nt en hausse, les « ransomwares », situation où une cible se voit refuser l'accès aux données sur ses propres appareils à moins qu'une rançon ne soit payée. Principalement qualitatif, l'exercice de la BCE, dont les résultats seront publiés cet été, n'aura pas d'incidence sur le niveau des fonds propres exigés auprès de chaque banque pour parer à des risques financiers. L'institution mènera de nouveau en 2025 ses tests de résistances plus globaux, destinés à jauger la solidité financière des établissements face à des scénarios de crise économique.

R.I.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Les combattants Gazaouis ont mis l'économie d'Israël à genou

Ghaza mérite plus qu'une chronique dans un journal économique. Nous ne disposons pas de données économiques fiables pour présenter une chronique économique sur ce territoire, particulièrement en ce moment de guerre contre une occupation barbare raciste, d'apartheid.

Le samedi 7 octobre 2023, le peuple de Ghaza a exprimé au monde entier sa révolte contre cet occupant, l'enfant gâté de l'occident, et surtout sa détermination à lutter pour sa liberté et sa dignité malgré un blocus inhumain de plusieurs décennies. Le génie d'un peuple est capable de surmonter toutes les difficultés et toutes les contraintes. Déjà depuis longtemps les Ghazaouis ont montré leurs capacités à faire face à toutes les difficultés dans leur vie au quotidien, une économie de la pénurie. Ils ont organisé une économie de guerre au sens propre du terme. Ils ont fait face à toutes les contraintes pour approvisionner la population civile, à assurer une logistique à leurs ateliers économiques, à créer des activités dans un minuscule territoire (360 km2et 2.2 millions d'habitants) et surtout à développer une industrie militaire. Comment est-ce possible dira-t-on ?

Seul le génie d'un peuple peut faire face à tant de difficultés économiques au quotidien. La théorie, comme l'histoire économique, nous enseigne que les plus grandes innovations ont été réalisées sous contraintes, à la recherche de solutions alternatives aux contraintes présentes et aussi à la recherche d'une meilleure solution à des problèmes réels (innovations). Les Ghazaouis ont surtout innové depuis que leur territoire est soumis au blocus terrestre, aérien et maritime. Ils ont innové dans plusieurs domaines comme dans la fabrication de machines-outils, la substitution aux matières premières venant de l'étranger, la modernisation des équipements datant de plusieurs décennies le tout pour faire face aux contraintes imposées et satisfaire la demande croissante d'une population de plus en

plus nombreuse (taux de croissance démographique le plus élevé de la région) et de plus en plus démunie. Les Ghazaouis ont été particulièrement doués pour introduire des innovations dans deux domaines particulièrement décisifs pour leur survie : la gestion des infrastructures logistiques et l'innovation dans le domaine de l'armement. Sur le premier, les Ghazaouis ont été les premiers à pratiquer le BOT (projet Build, Operate and Transfer), techniques de financement, de construction et d'exploitation des grandes infrastructures, procédé largement préconisé par les institutions internationales et pratiqué par plusieurs pays avec plus ou moins de succès. Les Ghazaouis l'ont utilisé dans le domaine des tunnels entre l'Egypte et Gaza pour approvisionner cette dernière ville sous le blocus israélien. Des entrepreneurs informels Ghazaouis ont construit dans la clandestinité totale des Tunnels de fortune pour faire passer des marchandises de toutes sortes (produits alimentaires, matières premières, ciments, aciers, machines-outils, véhicules....) à partir du Sinaï Egyptien. Les commerçants et autres « importateurs » sont soumis au paiement d'une redevance (droits de passage). Plusieurs fois ces tunnels ont été détruits soit par Israël, soit par l'Egypte lorsqu'on découvre leur existence, mais reconstruits sur un autre site sitôt la vigilance des services baissée. Il s'agit donc d'un investissement coûteux, mais surtout très risqué. Le deuxième domaine dans lequel les Ghazaouis ont été particulièrement innovateurs est sans doute l'armement. Ils ont amélioré plusieurs systèmes militaires, soit par la substitution de pièces par une fabrication locale, soit par un perfectionnement de ces systèmes comme les lances roquettes qui ont vu leur portée améliorée d'année en année, les drones et même le bruitage des radars. L'opération du 7 octobre 2023 et la résistance qui s'en est suivie a été menée avec un grand succès par du matériel fabriqué ou au moins sophistiqué localement dans des ateliers souterrains. L'attaque a été menée par terre, mer et par

les airs. La résistance a été elle menée dans les sous-sols avec une efficacité insoupçonnée. Les équipements (armement) utilisés sont en apparence rudimentaires, élémentaires, mais d'une efficacité redoutable (parachutage de combattants en territoire ennemi, franchissement du mur et des barbelés dotés de systèmes électronique de surveillance,... sans parler de l'innovation dans l'organisation de l'opération elle-même et de l'entraînement des combattants. C'est réellement de l'innovation au sens économique et technologique. Imaginons un instant que ces innovations soient transférées aux activités économiques, ça sera la révolution industrielle en Palestine avant tous les pays arabes qui achètent tout à l'étranger grâce aux pétrodollars. Peut-être que l'avenir économique du monde arabe, rentier, corrompu et attardé, se construit à Ghaza. En tout cas, la vengeance sur l'Etat sioniste passe par Ghaza. C'est au plan économique que finalement le coût sera le plus lourd pour Israël. En plus du coût de la guerre estimé à plus de 280 millions \$ par jour, s'ajoutent la mobilisation de plusieurs centaines de milliers de réservistes retirés de la sphère économique et qui représentent un manque à gagner pour l'économie d'Israël estimé à fin décembre 2023 à 10 Mds \$. Sur une année, le coût de la guerre (direct et manque à gagner) se chiffre selon les estimations de la Banque centrale d'Israël à plus de 50 Mds \$. Cette mobilisation était estimée à quelques semaines, mais la farouche résistance des combattants palestiniens a imposé une guerre plus dure et plus longue. Maintenant c'est l'Etat-major de l'armée israélienne qui procède à la démobilisation par bataillons entiers pour permettre une reprise de l'activité économique. Un dilemme pour les dirigeants israéliens : maintenir les effectifs mobilisés ou reprendre l'activité économique pour soutenir l'effort de guerre ? Les Combattants des factions palaisiennes ont imposé aux généraux israéliens ce dilemme. C'est en soi un succès énorme.